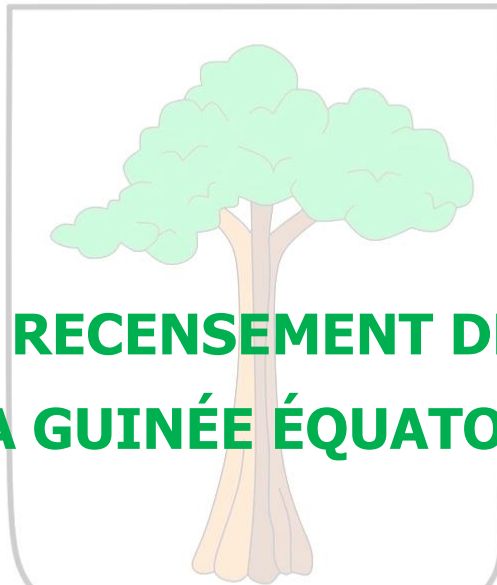


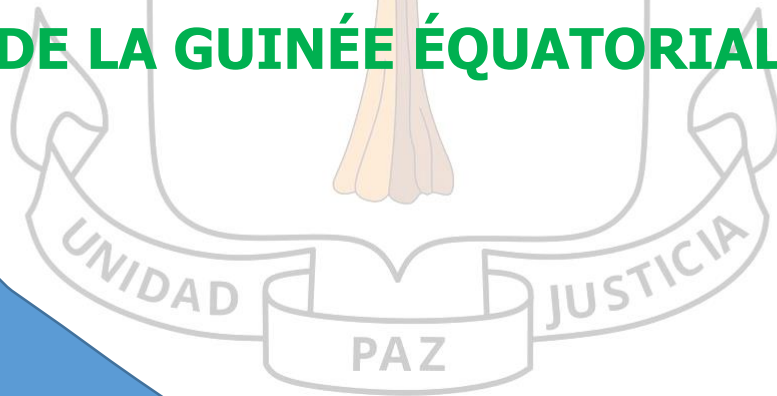


INEGE

**INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA
DE GUINEA ECUATORIAL**



PREMIER RECENSEMENT DES ENTREPRISES DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE 2020



Octobre 2023



WORLD BANK GROUP



ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique de l'Afrique Subsaharienne
BEAC	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM	: Banque mondiale
CIU	: Classification industrielle internationale uniforme de toutes les activités économiques
CN	: Comptes nationaux
CP	: Conseil de village
CV	: Communauté de voisins
DEF	: Déclaration statistique et fiscale
DU	: District Urbain
EBE	: Excédent brut d'exploitation
FCFA	: Franc de coopération financière de l'Afrique Centrale
FPST	: Caisse de protection sociale des travailleurs
I-RE	: Premier Recensement des Entreprises
ICN	: Indice du chiffre d'affaires
III-CEN	: Troisième conférence économique nationale
INEGE	: Institut national de statistique de Guinée Equatoriale
INSESO	: Institut de sécurité sociale
IPI	: Indice de production industrielle
IPPI	: Indice des prix à la production industrielle
IRPF	: Impôt sur le revenu des personnes physiques
ISS	: Impôt sur les entreprises
TVA	: Taxe à la valeur ajoutée
NIF	: Numéro d'identification fiscale
ODD	: Objectifs de développement durable
OIT	: Organisation internationale du Travail
PME	: Petites et moyennes entreprises
RM	: Reste du monde
SIG	: Système d'information géographique
SUSO	: Survey Solutions
VA	: Valeur ajoutée

SOMMAIRE

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	i
LISTE DE TABLEAUX	v
LISTE DE GRAPHIQUES	vii
LISTE D'IMAGES	viii
LISTE D'ENCADRÉS.....	viii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
<i>Première partie: Approche méthodologique</i>	2
CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE DU PREMIER RECENSEMENT DES ENTREPRISES DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE.....	4
1.1. Définitions.....	4
1.2. Objectifs du premier recensement des entreprises en Guinée Équatoriale.....	6
1.3. Couverture, période de référence et unité d'observation.....	7
1.4. Activités liminaires	7
1.5. Phase cartographique.....	9
1.6. Enregistrement des entreprises.....	15
1.7. Traitement et analyse des données	19
1.8. Difficultés rencontrées	20
<i>Deuxième partie: Resultats</i>	28
CHAPITRE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES RECENSÉES	23
2.1. Entreprises enregistrées et formalités.....	23
2.2. Distribution géographique des entreprises	24
2.3. Forme juridique, ancienneté et volume des entreprises.....	26
2.4. Répartition par secteur et branche d'activité.....	27
CHAPITRE 3. EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL	29
3.1. Caractéristiques des propriétaires d'entreprise	29
3.2. Emploi	30
3.3. Masse salariale	35
3.4. Cotisations sociales	37

CHAPITRE 4 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ENTREPRISES	41
4.1 Analyse du capital social des entreprises	41
4.2. Chiffre d'affaires.....	43
4.2.1. Répartition géographique du chiffre d'affaires	43
4.2.2. Le chiffre d'affaires selon la forme juridique et le régime de propriété	45
4.2.3. Le chiffre d'affaires selon la taille et l'ancienneté des entreprises	45
4.2.4. Le chiffre d'affaires par secteur d'activité	46
CHAPITRE 5 : COMPTE D'EXPLOITATION ET PERFORMANCES DES ENTREPRISES	48
5.1. Revenus	48
5.2 Dépenses	48
5.3.1. Évolution de la valeur ajoutée	49
5.3.2. Excédent brut d'exploitation	53
ANEXOS.....	58

LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1: Entreprises par province.....	25
Tableau 2: Entreprises par district.....	25
Tableau 3: Répartition des entreprises selon leur forme juridique.....	26
Tableau 4: Répartition des entreprises par secteur d'activité	27
Tableau 5: Répartition des entrepreneurs par sexe.....	29
Tableau 6: Propriétaires d'entreprise par sexe et par secteur d'activité	29
Tableau 7: Propriétaires d'entreprise par âge	29
Tableau 8: Classement des chefs d'entreprise par nationalité	30
Tableau 9: Répartition des chefs d'entreprise par nationalité et par sexe.....	30
Tableau 10: Distribution des employés par région.....	31
Tableau 11: Employés par branche d'activité	32
Tableau 12: Employés par nationalité et par catégorie professionnelle	33
Tableau 13: Salariés par sexe et nationalité	34
Tableau 14: Effectif moyen par secteur d'activité.....	34
Tableau 15: La masse salariale par sexe du salarié (en milliards de FCFA).....	35
Tableau 16: Masse salariale par secteur d'activité (en milliards de FCFA)	35
Tableau 17: Répartition de la masse salariale par secteur d'activité (en milliards de FCFA)	36
Tableau 18: Masse salariale selon la forme juridique (en milliards FCFA).....	37
Tableau 19: Proportion d'entreprises ayant investi dans la formation du personnel par secteur. 38	
Tableau 20: Proportion d'entreprises ayant investi dans la recherche par secteur	39
Tableau 21: Proportion d'entreprises ayant investi dans la formation du personnel par taille	39
Tableau 22: Proportion d'entreprises ayant investi dans la recherche par taille.....	39
Tableau 23: Dépenses de formation du personnel par taille (en milliards de FCFA)	40
Tableau 24: Chiffre d'affaires par zone géographique (en millions de F CFA)	44
Tableau 25: Evolution du chiffre d'affaires par district (en milliards de F CFA).....	44
Tableau 26: Chiffre d'affaires selon la forme juridique (F CFA).....	45
Tableau 27: Chiffre d'affaires selon la taille des entreprises (en milliards de F CFA)	45
Tableau 28: Chiffre d'affaires par activité économique (en milliards de FCFA)	47
Tableau 29: Produit d'exploitation (en millions de FCFA)	48
Tableau 30: Dépenses de fonctionnement (en millions de FCFA).....	49
Tableau 31: La valeur ajoutée par zone géographique (en millions de F CFA).....	49
Tableau 32: Valeur ajoutée par secteur d'activité (en milliards de FCFA)	50
Tableau 33: Valeur ajoutée par secteur d'activité (en millions de F CFA)	51
Tableau 34: Valeur ajoutée selon la taille de l'entreprise (en millions de FCFA).....	51
Tableau 35: Valeur ajoutée par régime de propriété (en millions de FCFA).....	51
Tableau 36: Productivité apparente du travail par secteur (en millions de F CFA)	52

Tableau 37: Productivité du travail par branche d'activité (en milliers de FCFA).....	53
Tableau 38: Excédent brut d'exploitation par secteur d'activité (en millions de FCFA).....	53
Tableau 39: EBE par taille d'entreprise (en millions de FCFA).....	54
Tableau 40: Excédent brut d'exploitation par branche d'activité (en millions de F CFA)	55

LISTE DE GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition des entreprises selon leur statut	23
Graphique 2: Évolution du registre des entreprises en Guinée équatoriale.....	23
Graphique 3: Répartition des entreprises selon leur gestion comptable par secteur	24
Graphique 4: Répartition des entreprises selon leur ancienneté (%)......	26
Graphique 5: Répartition des entreprises selon leur taille.....	27
Graphique 6: Répartition des entreprises par branche d'activité	28
Graphique 7: Evolution du nombre d'employés	30
Graphique 8: Distribution des employés par sexe (%)......	31
Graphique 9: Distribution des employés par nationalité (%)	31
Graphique 10: Distribution des employés par secteur d'activité (%)......	32
Graphique 11: Distribution des employés par sexe et par catégorie professionnel (%)......	33
Graphique 13: Employés déclarés à la sécurité sociale (%)......	37
Graphique 12: Employés déclarés à la sécurité sociale par secteur d'activité (%)	37
Graphique 14: Répartition des cotisations sociales par secteurs d'activité (%)......	38
Graphique 15: Répartition des entreprises selon le capital social initial (%).....	41
Graphique 16: Répartition du capital social initial par secteur d'activité (%).....	41
Graphique 17: Répartition du capital social initial par branche d'activité (%)......	42
Graphique 18: Répartition du capital social initial selon la nationalité du propriétaire (%)	42
Graphique 19: Répartition du capital social initial selon le sexe de l'entrepreneur (%)	43
Graphique 20: Composition du chiffre d'affaires par secteur (%)......	46
Graphique 21: Productivité apparente du travail en millions de FCFA	52
Graphique 22: Evolution du taux à la valeur ajoutée (%)	55

LISTE D'IMAGES

Image 1: Formation des formateurs	13
Image 2: Rencontre avec les agents pour des contestations	16
Image 3: Formation d'agents recenseurs sur la région continentale	18
Image 4: Formation des agents de recensement dans la Region Insulaire	58

LISTE D'ENCADRÉS

Encadré 1: Données de projection du système de coordonnées de la Guinée Équatoriale	10
Encadré 2: Organisation de l'identification et de la vérification des unités économiques	14
Encadré 3: Classification des entreprises par taille selon l'OHADA	27
Encadré 4: Composition de la Commission Nationale du I-RE de la Guinée Équatoriale.....	58

RÉSUMÉ

Le premier recensement des entreprises de la République de Guinée équatoriale a été conçu dans le but de mieux comprendre le tissu économique du pays, dont les données serviront de base pour mesurer la portée des objectifs des programmes de développement en général, et en particulier pour la mise en œuvre de politiques favorisant la diversification économique. Cette nécessité, confirmée lors de la troisième conférence économique nationale, a été mise en œuvre par le décret n° 117/2019, du 9 septembre, qui prévoit la levée du premier recensement des entreprises de la République de Guinée équatoriale et constitue sa commission nationale et technique. Cette opération a été réalisée par l'Institut national des statistiques de Guinée équatoriale (INEGE) entre septembre 2019 et juillet 2023, sur toute l'étendue du territoire nationale.

Les résultats de cette opération statistique font apparaître un total de 4.038 entreprises formelles enregistrées, dont 58,6% avaient leur siège social sis sur la Région insulaire et le reste sur la Région continentale. Les entreprises des secteurs primaire, secondaire et tertiaire représentent respectivement 2,0%, 17,8% et 80,2%.

Le chiffre d'affaires global a enregistré une baisse de 23,1% en 2020, passant de 7,1 milliards FCFA en 2019 à 5,5 milliards FCFA en 2020. Les entreprises du secteur pétrolier, bien qu'elles ne représentent que 1,9% du total, ont cumulé 44,6% et 43,5% du chiffre d'affaires global en 2019 et 2020 respectivement. Les grandes entreprises, qui représentent 12,8% du total, ont cumulé respectivement 94,5% et 92,4% du chiffre d'affaires global en 2019 et 2020.

Le tissu économique national a enregistré au total 51.080 salariés en 2019 et 49.145 en 2020, ce qui représente une baisse de 3,8%. Sur le total des salariés observés au cours des deux périodes, les entreprises du secteur pétrolier comptaient respectivement 12,9 % et 10,9 % de leurs effectifs en 2019 et 2020. Les femmes représentaient 28,3% et 28,0% des salariés en 2019 et 2020. De leur côté, les nationales représentaient 76,8% et 78,4% du personnel employé en 2019 et 2020 respectivement.

INTRODUCTION

Les travaux menés lors de la troisième Conférence Économique Nationale (III-CEN) tenue début 2019, ont permis de réorienter le Plan National de Développement Social et Economique alors en vigueur dénommé «Horizon 2020», vers un nouveau cadre de développement national appelé «Stratégie nationale de développement durable 2035». Ce nouvel agenda était dûment aligné sur les engagements internationaux assumés par le gouvernement de la République de Guinée équatoriale, comme c'est le cas de l'Agenda 2030 sur les Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine «*l'Afrique que nous voulons*».

L'adoption de nouveaux engagements par le gouvernement et leur insertion dans le nouveau programme national de développement représentent une augmentation de la demande d'informations statistiques nationales en général, et de données économiques en particulier, qui serviront, entre autres, à mieux suivre les efforts ou les politiques qui ont été et seront mis en œuvre par le gouvernement, pour atteindre les objectifs qui y sont définis.

En Guinée équatoriale, les données macroéconomiques sont fournies grâce à l'élaboration des comptes nationaux. L'élaboration des Comptes Nationaux (CN) dans notre pays se heurte à plusieurs obstacles, parmi lesquels on peut souligner : (i) l'insuffisance du nombre de Déclarations Statistiques et Fiscales (DEF) des entreprises qui opèrent sur le territoire national; (ii) le manque d'informations pertinentes pour la production statistique dans les DEF disponibles; (iii) l'absence d'une base de données exhaustive, actualisée et fiable, des entreprises opérant sur le territoire national. Tout cela ne permet pas une meilleure couverture de l'activité économique à travers l'élaboration du RN, ni la mise en œuvre d'indicateurs économiques conjoncturels et structurels indispensables à la mise en œuvre et au suivi des politiques économiques.

À cet égard, et pour répondre à ce nouveau scénario, l'une des résolutions de la III-CEN a été la réalisation du premier recensement des entreprises de Guinée Équatoriale, afin de mieux comprendre le tissu économique qui opère sur le territoire national. Conformément à cet engagement, la Présidence de la République a sanctionné le décret n° 117/2019, du 9 septembre, qui prévoit l'achèvement du premier recensement des entreprises de la République de Guinée équatoriale et crée sa commission nationale et technique, dont l'exécution relèverait de la responsabilité de l'Institut national des statistiques de Guinée équatoriale (INEGE).

Ce rapport constitue la présentation des travaux réalisés dans le cadre de l'activité statistique dénommée «Premier recensement des entreprises de Guinée équatoriale» pour répondre aux objectifs de la résolution et du mandat du 3^{ème} REN. Ce rapport est structuré en deux parties : la première partie, «Approche méthodologique», englobe les concepts utilisés, les objectifs, les étapes et activités et les difficultés rencontrées dans le cadre de l'opération; de son côté, la deuxième partie, « Résultats du premier recensement des entreprises », comme son nom l'indique, présente les résultats de cette

opération statistique, en mettant en évidence des aspects tels que le nombre d'entreprises formelles et informelles, les salariés, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, entre autres.

1

Approche
méthodologique

CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE DU PREMIER RECENSEMENT DES ENTREPRISES DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE

Ce chapitre met en évidence la méthodologie utilisée pour la mise en œuvre du I-RE en Guinée Équatoriale et présente les principaux concepts utilisés dans cette opération statistique.

1.1. Définitions

Dans toute opération statistique, il est fait usage de termes techniques, qui répond généralement à la nécessité de fournir des définitions pour aider les utilisateurs à mieux comprendre les résultats. À cet égard, cette section définit les principaux concepts utilisés dans ce I-RE.

- *Cartographie géostatistique*: c'est une cartographie composée d'un ensemble de plans, de croquis, de couches vectorielles et de catalogues d'images (raster), sur laquelle le cadre géostatistique de la République de Guinée équatoriale est représenté et sert de support aux activités de planification, d'exécution, de collecte de données et de présentation des résultats d'une opération statistique.
- *Recensement*: méthode de génération d'informations statistiques, moyennant la saisie de données de chacun des éléments intégrant l'univers étudié.
- *Chiffre ou volume d'affaires*: c'est le montant net des ventes et/ou prestations d'une entreprise. Pour les besoins de cette opération statistique, la somme des sources de revenus suivantes a été considérée: les ventes de marchandises, les ventes de produits manufacturés, les emplois et services vendus, les locations ainsi que d'autres revenus.
- *Entreprise*: une organisation de personnes et de ressources visant à atteindre un but économique en développant une activité particulière.
- *Entreprise publique*: c'est celle dont le capital appartient à l'État équato-guinéen.
- *Société mixte* : c'est le régime de propriété des entreprises dont le capital est constitué des apports des personnes ci-dessus.
- *Centre économique*: entreprise ou partie d'entreprise qui exerce une activité économique sur un territoire et un lieu déterminés.
- *Excédent brut d'exploitation (EBE)* : c'est un indicateur qui mesure la rentabilité d'une entreprise, et donne une idée du montant d'argent disponible pour payer des dividendes, réduire la dette ou investir dans de nouveaux projets.

- *Opération statistique*: toute recherche dans laquelle il est fait usage d'un recensement, d'une enquête ou de fichiers administratifs.
- *Privé étranger* : désigne les entreprises à capital exclusif de citoyens du reste du monde (RM).
- *Privé national* : désigne les entreprises dont le capital est exclusivement détenu par des citoyens équato-guinéens.
- *Productivité affichée du travail* : c'est un indicateur qui mesure la performance d'une unité de travail appliquée au processus de production d'un pays, d'une région ou d'un secteur, calculée comme le rapport entre la valeur ajoutée et le nombre de travailleurs employés.
- *Productivité du travail selon le coût du personnel*: c'est un indicateur qui mesure l'efficacité par laquelle le travail est utilisé pour produire des biens et des services. Elle est calculée en divisant la valeur ajoutée brute par les frais de personnel. Il montre la valeur générée pour chaque unité de travail utilisée et elle est exprimée en millions de FCFA.
- *Régime de propriété*: il fait référence à la répartition du capital selon les groupes qui le possèdent. Dans ce I-RE en Guinée équatoriale, une distinction est faite entre un privé national, un privé étranger, un régime mixte, un régime public.
- *Secteur formel*: il est intégré par des entreprises qui répondent à au moins un des critères suivants :
 - a) numéro d'identification fiscale (NIF);
 - b) numéro de registre commercial;
 - c) être inscrite à l'institut de sécurité sociale (INSESO) ;
 - d) payer l'impôt sur les entreprises (ISS) ;
 - e) payer l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPF) ;
 - f) payer le fonds de protection sociale des travailleurs (FPST) ;
 - g) payer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- *Secteur informel* : il est composé d'entreprises qui ne répondent pas à au moins l'un des critères indiqués au paragraphe précédent.
- *Secteur primaire* : ce secteur comprend les entreprises qui extraient et obtiennent des matières premières (entreprises agricoles, forestières, d'élevage, de pêche, minières, etc.).
- *Secteur secondaire* : il comprend les entreprises qui transforment des matières premières du secteur primaire ou autres en produits manufacturés (usines, entreprises de construction, entreprises de distribution d'énergie et d'eau, etc.).
- *Secteur tertiaire* : ce sont des entreprises de services (commerce, transports terrestres, maritimes et aériens, hôtels et restaurants, banques, assurances, télécommunications, cliniques, écoles privées, activités libérales, autres services aux entreprises et aux foyers, etc.).

- *Taux à la valeur ajoutée* : il désigne la proportion que représente la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par rapport à la valeur de la production. Il montre la capacité à générer des revenus par unité de produit ou de service.
- *Valeur ajoutée*: selon le SCN 2008, la valeur ajoutée est un concept utilisé pour mesurer la production de biens et de services dans une économie et calculée sur la valeur de la production moins la valeur de la consommation intermédiaire; c'est-à-dire la valeur des biens et des services utilisés comme intrants dans le processus de production.

1.2. Objectifs du premier recensement des entreprises en Guinée Équatoriale

Le I-RE de la Guinée équatoriale vise les objectifs suivants:

Objectif général

Disposer d'une base de données exhaustive, fiable et mise à jour des entreprises opérant sur le territoire national qui permet de suivre leur démographie et de mettre en œuvre de nouveaux indicateurs économiques, structurels et actuels utiles à la formulation et au suivi des politiques économiques.

Objectifs spécifiques

Il s'agit surtout de :

- ✓ Compléter les données qui caractérisent les entreprises déjà connues au niveau de la liste des entreprises disponible à l'INEGE et enregistrer toutes celles qui ne sont pas encore identifiées, afin d'avoir une connaissance plus exhaustive possible de l'activité économique nationale ;
- ✓ Approfondir la collecte des déclarations statistiques et fiscales (DEF) pour améliorer l'estimation de l'activité économique nationale à travers les CN ;
- ✓ Préparer un répertoire national des entreprises qui servira de cadrage pour les futures études économiques ;
- ✓ Disposer d'informations permettant la mise en œuvre de l'indice de production industrielle (IPI), de l'indice des prix à la production industrielle (IPPI) ainsi que de l'indice du chiffre d'affaires (ICA);
- ✓ Connaître le tissu entrepreneurial du pays pour la mise en œuvre de politiques favorisant la diversification économique.

1.3. Couverture, période de référence et unité d'observation

Le I-RE de la Guinée équatoriale intègre une couverture nationale et a pour unité d'observation établissement économique du secteur formel. Cette opération statistique a pour périodes de référence les années 2019 et 2020.

Il faut souligner que la collecte de données elle-même a été effectuée sur la base des unités économiques du secteur formel ; cependant, un travail préalable a été fait pour identifier et vérifier tous les centres économiques, tant dans les secteurs formels qu'informels, ce qui a permis de cartographier les unités économiques qui opèrent sur le territoire national.

1.4. Activités liminaires

Les activités préliminaires font référence à celles mises en œuvre avant d'aller sur le terrain. Celles-ci sont ci-dessous présentées comme suit.

1.4.1. Préparation des documents méthodologiques du premier recensement des entreprises

1.4.1.1. Des travaux avec l'observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT)

Le recensement des entreprises est un besoin bien évident avant la mise en œuvre du III-CEN de 2019; en effet, les travaux préliminaires à cette opération statistique ont débuté en 2013, avec l'appui d'une mission de l'Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT). L'objectif principal de cette mission était d'avancer dans la préparation des documents techniques du recensement des entreprises, à savoir : le document de mise en œuvre, les questionnaires, les manuels (de l'enquêteur et du superviseur), la fiche d'identification, le calendrier d'activités et le budget de l'opération statistique.

Ces travaux étaient menés par la direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale de l'ancien Ministère de la planification, du développement économique et des investissements publics. Au cours de la mission AFRISTAT, la première version des documents techniques susmentionnés a été faite.

1.4.1.2. Des travaux avec la Banque mondiale

Dans le cadre de l'accord de renforcement des capacités statistiques que la République de Guinée équatoriale a conclu avec la Banque mondiale, l'INEGE a bénéficié d'une mission de ladite institution pour appuyer la mise à jour des projets de documents techniques du recensement, élaborés du 09 au 18 décembre 2019.

La consultation avait pour objectifs :

- Fournir une assistance technique à l'INEGE dans l'évaluation, la révision et la mise à jour de la documentation méthodologique du premier recensement des entreprises;
- Assister l'INEGE dans le transfert de connaissances et d'expériences d'autres pays dans la conduite des recensements d'entreprises;
- Appuyer la préparation du rapport final qui comprend des notes méthodologiques et les principaux résultats.

Les activités ont été développées comme suit :

Évaluation des registres administratifs

L'INEGE, en collaboration avec la mission, a tenu des séances de travail avec les différents organismes qui gèrent les dossiers administratifs des entreprises du secteur formel opérant dans le pays, tels que :

- ✓ Le guichet unique des entreprises, rattaché au Ministère du commerce, de la promotion des petites et moyennes entreprises (PYMES), en charge de la création, de la modification et du registre des entreprises;
- ✓ La direction générale d'impôts et de contributions du Ministère des finances, de l'économie et du plan ;
- ✓ La délégation nationale de l'Institut de sécurité sociale (INSESO) ;
- ✓ La direction générale des PME ;
- ✓ Direction nationale de la banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Les consultations menées avaient pour but d'établir des partenariats avec les membres du comité technique du recensement, de demander la sélection des points focaux de chaque agence qui participeront aux réunions de l'office du recensement, et de solliciter les dossiers qu'ils gèrent pour consolider un premier projet du répertoire d'entreprises, ce qui serait très utile pour les phases successives de l'opération statistique.

Mise à jour des documents techniques

Ces travaux se sont appuyés sur la mise à jour du document de mise en œuvre, des questionnaires du recensement, ainsi que du budget correspondant. Pour sa part, il a été recommandé de mettre à jour la cartographie nationale conçue dans le cadre de la II enquête nationale auprès des ménages, qui permettrait une estimation du nombre de structures, ainsi que d'améliorer l'organisation du déploiement du personnel de collecte de données sur le terrain.

Le document de mise en œuvre résume les activités à réaliser, dans le cadre de l'exécution du recensement. La période de collecte des données a été mise à jour et enfin le plan de tabulation a été ajouté audit document.

En ce qui concerne le questionnaire, il a été décidé que les informations demandées se rapporteraient à la période 2019-2020, à des fins de comparaison et de validation des résultats, et une description détaillée de l'activité économique a été incluse dans la fiche d'identification, afin d'éviter d'éventuelles erreurs dans la classification de l'activité économique, compte tenu des nomenclatures et des codes utilisés dans le pays (de la nomenclature des activités économiques des pays membres d'AFRISTAT, qui est compatible avec la CIIU Rev.4).

Le budget a été mis à jour et ajusté selon le chronogramme d'activités, où les éléments suivants ont été ajoutés : (i) commission nationale ; (ii) comité technique ; (iii) office de recensement et ; (iv) activités cartographiques.

Révision et validation des documents méthodologiques par l'office de recensement.

L'office du recensement des entreprises a révisé du 03 au 26 juin 2020 tous les documents méthodologiques de cette opération statistique, qui ont été mis à jour avec l'appui technique de la banque mondiale (BM), et par la suite validés par le comité technique puis par la commission nationale.

1.4.2. Acquisition du matériel de recensement des entreprises

Les acquisitions ont été réalisées conformément à l'ordre institutionnel n°15 du 17 juillet 2020 portant mise à jour de la composition de la commission d'acquisition pour la 2^{ème} enquête nationale des ménages et le premier recensement d'entreprises.

1.4.3. Tournée d'information et de sensibilisation sur l'enquête pour le premier recensement d'entreprises en République de Guinée équatoriale.

Conformément aux dispositions du calendrier d'activités, la commission nationale du recensement a effectué une tournée de sensibilisation sur le territoire national du 14 au 21 décembre 2020. L'objectif principal de cette tournée de sensibilisation était d'informer et de sensibiliser les entrepreneurs, les dirigeants et les gérants des entreprises, des associations et/ou groupements agricoles qui opèrent sur le pays, sur l'urgente nécessité de participer aux activités du I recensement d'entreprises, en recueillant et en offrant des données aux agents du recensement.

1.5. Phase cartographique

L'une des phases importantes du I-RE en Guinée équatoriale a été la phase cartographique, qui a permis, entre autres, de délimiter avec plus de précision les limites administratives des différentes

zones géographiques, comme c'est le cas des conseils de village (CV) et des communautés de voisins (CV). Leur importance réside également dans la préparation d'une base de sondage actualisée des unités économiques qui opèrent dans le pays, la préparation des cartes et des croquis utilisés lors de la phase d'enregistrement des entreprises, ainsi que la ventilation des résultats à l'aide des systèmes d'information géographique (SIG), entre autres.

Les activités cartographiques de cette opération se sont déroulées comme suit :

1.5.1. Design de la cartographie numérique nationale

L'INEGE, avec l'appui de la BM moyennant une mission effectuée du 20 juillet au 11 août 2020, a réalisé une série d'activités dans le but de préparer la cartographie numérique du recensement. Les activités de la mission de cartographie numérique ont porté sur: (i) la revue de l'état de la cartographie numérique de l'INEGE¹; (ii) le géo référencement, numérisation et codage de la couche cartographique des communes, des communes urbaines (DU), des communautés de voisins (CV) et des conseil de village (CP) sur l'ensemble du territoire national; (iii) la conception du format de croquis A3 pour les opérations de terrain du premier recensement d'entreprises de 2020 (croquis au niveau des CP et CV); (vi) un atelier sur la formation et le lien géo spatial des bases de données graphiques et alphanumériques de l'île d'Annobon. Ces travaux ont permis l'élaboration de la cartographie numérique de notre pays, qui a permis la génération de cartes et de croquis pour la collecte de données sur le terrain dans ses deux phases.

La Guinée équatoriale, pour des raisons de sa situation géographique unique, possède une cartographie sise sur deux systèmes de projection de coordonnées, qui sont présentés dans l'encadré ci-dessous.

Encadré 1: Données de projection du système de coordonnées de la Guinée Équatoriale

Características	Región continental	Región Insular
Sistema de coordenadas geográficas	GCS_WGS_1984	GCS_WGS_1984
Dato	D_WGS_1984	D_WGS_1984
Primer Meridiano	Greenwich	Greenwich
Unidad angular	Grado	Grado
Unidad lineal	Metro	Metro
Proyección Del Sistema De Coordenadas	WGS_1984_UTM_Zone_32N	WGS_1984_UTM_Zone_31S
Proyección	Mercator transversal	Mercator transversal
Meridiano central	9	3

¹Il s'agit de la cartographie réalisée dans le cadre des travaux préliminaires de l'II-ENH. Cependant, cette cartographie était incomplète.

L'île de Bioko a, ainsi que la région insulaire, pour projection le système de coordonnées «WGS_1984_UTM»; pour sa part, l'île d'Annobon a «WGS_1984_UTM_Zone_31S» comme projection du système de coordonnées.

Carte 1: Île de Bioko



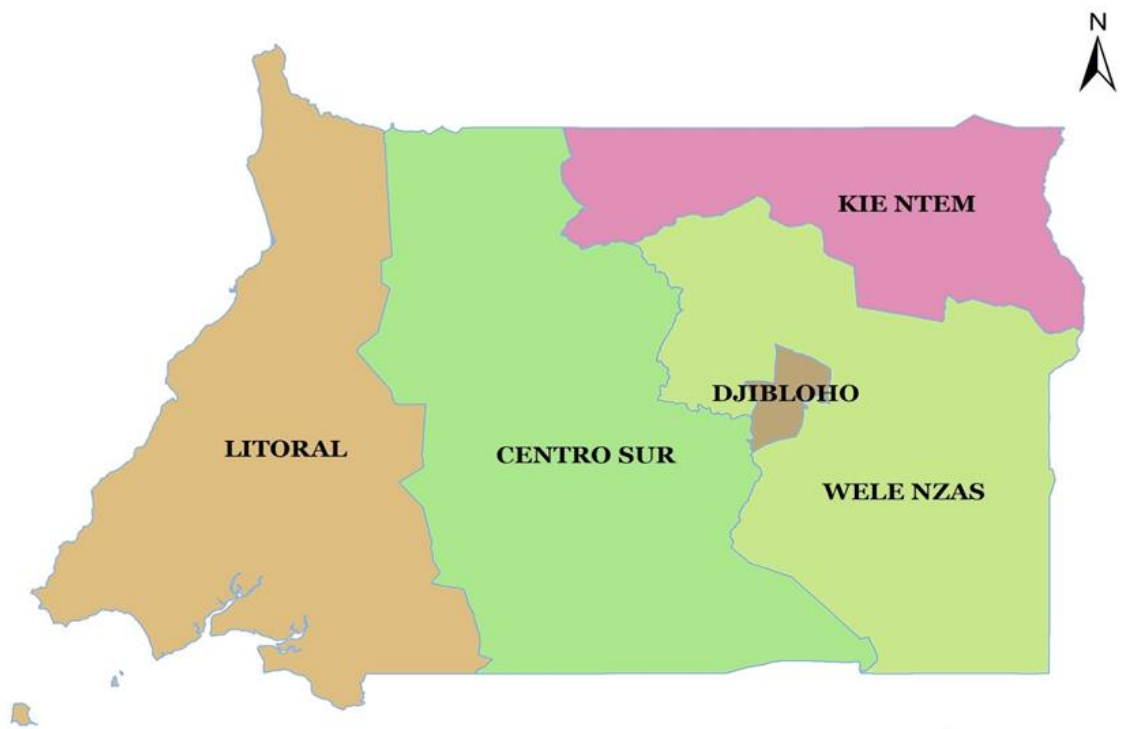
Carte 2: Île d'Annobon



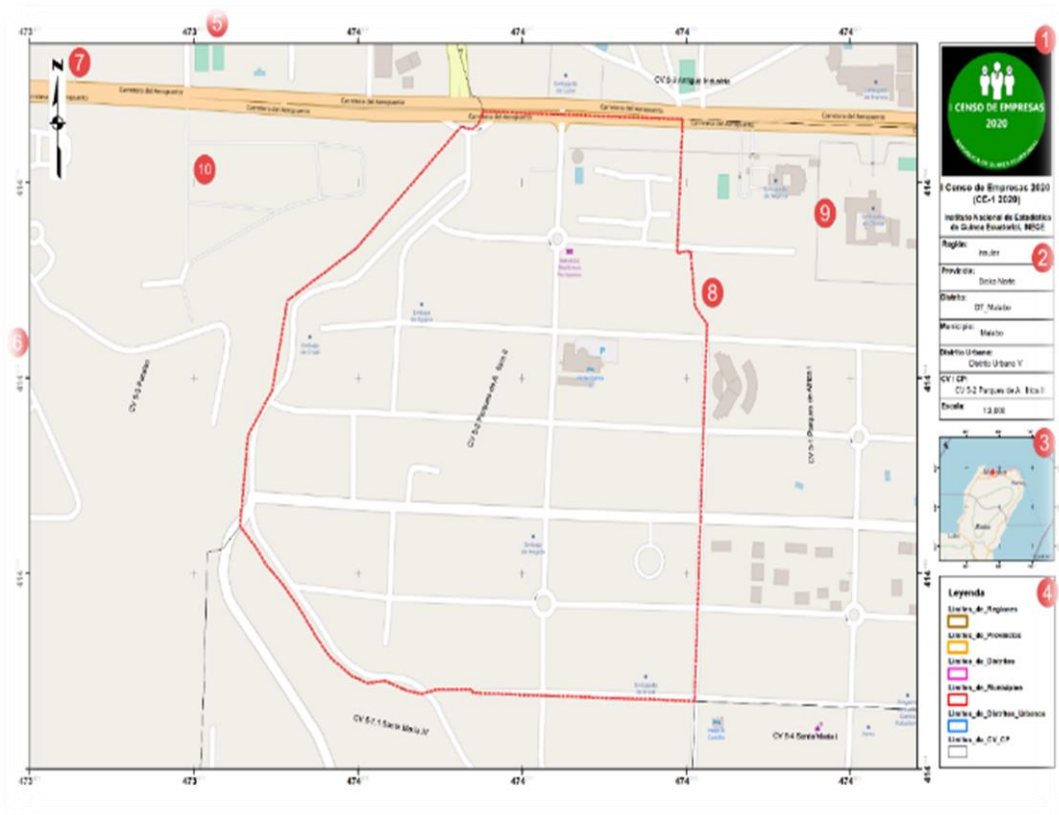
La Guinée équatoriale est administrativement divisée en deux régions, huit (8) provinces, dix-neuf (19) arrondissements, trente-sept (37) communes et cinquante-neuf (59) communes urbaines. La région continentale est composée de Rio Muni et des îlots adjacents, et la région insulaire est intégrée de l'île de Bioko et de l'île d'Annobon.

La région insulaire a une surface de 2 034 km², dont 2 017 km² correspondent à l'île de Bioko et 17 km² à l'île d'Annobon. Elle a des frontières maritimes avec le Cameroun, le Nigeria et Sao Tomé-et-Principe. La région continentale a une surface de 26 017 km² et se limite avec le Cameroun au Nord et le Gabon à l'Est et au Sud.

Carte 3: Région continentale



Carte 4: Croquis de la commune urbaine n°5 de Malabo



1.5.2. Identification et vérification des centres économiques

L'identification et la vérification des centres économiques ont visé à localiser tous les centres économiques implantés sur le territoire national², tant sur le secteur formel qu'informel. Il s'agissait de disposer de données permettant de caractériser et de localiser les centres économiques, ce qui impliquait de collecter des informations sur leur situation géographique, l'activité principale à laquelle ils se consacrent, des données permettant de connaître leur situation formelle, entre autres.

1.5.2.1. Formation de l'équipe d'identification

Les travaux d'identification et de vérification des centres économiques a été précédé d'une formation des formateurs, qui s'est déroulée du 09 au 18 décembre 2020.

Cette formation a été dispensée par la Banque mondiale à l'équipe de l'office de recensement, qui avait pour objectif d'améliorer la connaissance et la gestion du document d'exécution et, surtout, le bon remplissage du formulaire de vérification, ainsi que le géo référencement des centres économiques sur le terrain.

Cette équipe constituée est celle chargée de former les agents de recensement pour le travail de terrain. A cette occasion, la BM a formé un total de 10 formateurs dont la liste est en annexe.

Image 1: Formation des formateurs



²Dans ce recensement d'entreprises, seuls les centres disposant de locaux en matériaux permanents ou semi-permanents sur un lieu déterminé ont été recensés.

Après la formation des formateurs, nous avons procédé à la formation des agents de recensement. De telle sorte qu'à Malabo, cette formation s'est déroulée du 11 au 15 janvier 2021 dans les installations du centre culturel équato-guinéen de Malabo, où un total de quarante-huit (48) candidats ont été formés, dont 25 ont été retenus, pour jouer le rôle d'agents de recensement sur la région insulaire du pays. Pour sa part, la formation sur la région continentale s'est déroulée du 18 au 22 janvier 2021, tenue au centre culturel équato-guinéen de Bata, où un total de 70 candidats ont participé, après quoi quarante-huit ont été retenus (48), qui seraient des agents de recensement sur cette partie continentale du pays.

Cette formation d'agents de recensement correspondait uniquement aux activités qui seraient réalisées dans le cadre de l'identification des centres économiques.

Identification des centres économiques

Dans cette phase, les agents recenseurs se sont rendus sur l'ensemble du territoire national pour collecter des informations de localisation géographique, y compris des coordonnées GPS, ainsi que des informations permettant de caractériser le centre économique en termes d'activité principale, de secteur d'activité et d'autres informations qui aideraient à la construction des critères de formalité³.

Pour le travail d'identification, l'office de recensement a regroupé les agents recenseurs retenus en équipes. A Malabo, cinq (5) équipes de quatre (4) agents de recensement et un (1) contrôleur ont été mises en place, et à Bata neuf (9) équipes ont été mises en place avec la même configuration⁴. Le détail de l'organisation de ces travaux est présenté dans l'encadré ci-après.

Pour les travaux d'identification et de vérification des centres économiques, l'office de recensement a formé des équipes de collecte sur le terrain composées des agents recenseurs retenus après la formation. Sur la région insulaire, cinq équipes ont été formées, chaque équipe ayant quatre agents recenseurs et un contrôleur. La même organisation a été conservée sur la région continentale où neuf (9) équipes ont été formées. Chaque contrôleur était en charge d'une équipe composée d'agents recenseurs, et chaque équipe était chargée d'une zone géographique de travail bien définie sur laquelle ils devaient aller identifier toutes les unités économiques de celle-ci.

L'office de recensement a mis à disposition de chaque membre des équipes de travail une tablette, un GPS Garmin, un sac à dos, un bloc-notes, un stylo et du matériel de prévention contre le COVID-19 (masques, gel hydro-alcoolique). Le contrôleur a reçu, en plus du matériel susmentionné, les différents plans et croquis des zones qui constituaient la zone de travail dont il avait la charge.

La collecte des données de vérification auprès des centres économiques a été effectuée par les agents recenseurs, qui l'ont fait en remplissant le formulaire de vérification sur les tablettes et en géoréférençant les locaux desdites entreprises sur le terrain grâce au GPS. Le contrôleur, pour sa part, avait pour mission d'accompagner sur le terrain les agents recenseurs dont il avait la charge, de répartir le travail quotidien, de vérifier et de s'assurer du bon remplissage des cartes d'identité de ses agents, ainsi que du bon traitement des GPS. Il s'assurait que tous les agents recenseurs sous sa responsabilité maniaient correctement les notions apprises et utilisées dans cette opération statistique, et il avait la responsabilité de débloquer les éventuels problèmes de manque de collaboration de certains centres économiques de son domaine de compétence.

³Voir «société formelle» dans la section Définition des Concepts.

⁴En raison du volume de travail, les trois (3) équipes qui travaillaient à Bata comptaient au total 5 agents recenseurs chacune, au lieu de quatre comme dans les autres équipes.

Encadré 2: suite.....

Cependant, s'il était limité, il devait immédiatement en informer l'office du recensement qui serait chargé de trouver une solution sur la question. En plus des contrôleurs, il y avait aussi la figure du superviseur, qui était en charge d'un petit groupe d'équipes et était chargé de résoudre les problèmes présentés par les contrôleurs. Il contrôlait de manière centralisée la qualité du travail à partir de l'application centralisée. En effet, dans l'ICE, les TIC (tablettes, GPS, internet) et l'outil Survey Solutions ont été utilisés pour la collecte des données. Survey Solutions est une application conçue par la BM qui permet la conception de questionnaires électroniques, la collecte de données, la supervision de la qualité des données collectées (permettant même de réfuter les questionnaires mal remplis pour leur correction sur le terrain).

Les questionnaires remplis sur le terrain ont été envoyés au serveur INEGE, après validation par le contrôleur correspondant. Après son envoi, les superviseurs étaient chargés de revoir la cohérence du travail et de le valider ou de l'infirmer pour sa correction sur le terrain, selon le cas.

Au-dessus des superviseurs, il y avait un superviseur général (appelé Head quater) qui, par le biais d'algorithmes, validait ou rejetait le travail des superviseurs, qu'ils respectent ou non les normes de qualité.

1.6. Enregistrement des entreprises

Une fois l'identification et la vérification des établissements économiques terminées, la cartographie des unités économiques qui opèrent dans le pays a été établie. Après la préparation de celle-ci, un exercice a été réalisé qui a permis de discriminer les unités économiques du secteur formel et celles du secteur informel. Pour cela, une réunion a eu lieu avec le Ministère du commerce, de la promotion des petites et moyennes entreprises et le Ministère des finances, de l'économie et de la planification de l'époque, où l'importance pour une entreprise d'avoir le NIF pour être considérée comme formelle a été soulignée. Après avoir constaté l'existence de nombreuses entreprises sans NIF, mais qui payaient des impôts similaires à ceux auxquels sont confrontées celles qui avaient le NIF, deux réunions ont eu lieu à ce sujet avec la Banque mondiale, au cours desquelles il a été adopté qu'une entreprise serait considérée comme formelle si elle était munie d'un NIF ou si elle payait des impôts⁵. Ceci a permis de constituer la base de données des unités économiques considérées comme formelles, passant ainsi à la phase pilote du recensement.

⁵Voir «définition des concepts »

Image 2: Rencontre avec les agents pour des contestations**1.6.1. Mise en œuvre du recensement pilote**

Les données recueillies lors de la phase pilote étaient totalement différentes de celles recueillies lors de la phase d'identification. En effet, la phase d'enregistrement avait pour objectif de collecter des données sur le niveau d'activité des entreprises, à tel point que l'objectif ici était de collecter des données sur le personnel, sur les dépenses, sur le chiffre d'affaires, sur la sécurité sociale des salariés, entre autres. En ce sens, le questionnaire utilisé dans cette phase était différent de celui utilisé lors de la phase d'identification, ce qui impliquait la nécessité de former les agents sur le nouveau questionnaire et les techniques pour collecter efficacement des informations fiables auprès des unités économiques.

Au vu de ce qui précède, les membres de l'office de recensement ont bénéficié d'une formation du 04 au 10 mai 2021 sur les concepts et la méthodologie de remplissage et de contrôle des questionnaires, l'organisation du travail du terrain, ainsi que l'efficacité de la gestion des déclarations de statistiques et fiscaux (DSF), étant donné que de nombreuses entreprises utiliseraient cet instrument pour répondre aux questionnaires. Cette formation a été dispensée par la BM.

Une fois la formation des formateurs effectuée, l'office de recensement a organisé du 11 au 16 mai 2021 une formation destinée aux agents recenseurs de la région insulaire, qui portait sur la gestion des nouveaux questionnaires, des manuels, des concepts, des techniques d'entretien, entre autres; après quoi, un total de dix (10) agents recenseurs qui participeraient à la collecte des données du recensement pilote ont été retenus.

La collecte des données dans le cadre du recensement pilote a été mise en œuvre sur la région insulaire, où deux (2) équipes de cinq (5) agents recenseurs chacune ont été constituées. Pour le suivi et l'orientation du travail des agents sur le terrain, quatre (4) superviseurs ont été délégués, membres de l'office de recensement, qui avaient pour mission de contrôler le travail effectué par les techniciens sous leur tutelle. Ils étaient également chargés de superviser, de valider ou d'infirmier lesdits travaux dans les Survey-Solutions, selon le cas.

Une fois les équipes de collecte constituées, un total de trente (30) entreprises ont été sélectionnées dans lesquelles les données ont été collectées. Cette collecte, qui comme initialement prévue devait durer deux (2) semaines, s'est déroulée du 15 juin au 14 juillet 2021 et a été réalisée dans les districts de Malabo et de Lubá, ce qui a permis d'identifier les faiblesses et les limites des instruments techniques du recensement, la capacité des agents recenseurs formés, ainsi que la réticence des entreprises à fournir leurs données aux agents recenseurs déployés sur le terrain à cet effet.

Après la collecte des données du recensement phare, l'office de recensement a tenu deux réunions avec l'équipe de la BM et, dans un premier temps, avec les agents recenseurs, l'objectif étant de recenser toutes les difficultés rencontrées et de procéder aux corrections des erreurs méthodologiques de documents pour garantir leur efficacité lors de la collecte finale des données. Ces activités ont duré deux (2) semaines, ce qui a conduit à une durée globale du recensement pilote de six (6) semaines.

Les principaux résultats et difficultés rencontrés lors du recensement pilote, ainsi que les solutions apportées au cas par cas, ont été présentés au Conseil National de Statistique lors de sa réunion du vendredi 10 décembre 2021, tenue dans la salle des réunions de l'ancien Ministère des finances, de l'économie et de la planification, où les membres ont pu apprécier l'avancement des travaux et formuler des recommandations d'amélioration, qui ont été mises en œuvre dans les phases suivantes.

1.6.2. Collecte de données

L'une des allégations présentées par les hommes d'affaires qui se sont montrés réticents à collaborer lors du recensement pilote est qu'ils n'avaient pas été officiellement sollicités dans le cadre de cette opération. Cette situation a conduit à la préparation de huit mille (8.000) commissions rogatoires adressées à toutes les entreprises formelles de la base de données constituée lors de la phase d'identification, qui leur ont été distribuées du 12 juillet au 14 août 2021. Cette activité menée par l'office de recensement, et les agents recenseurs qui ont travaillé pendant la phase d'Identification, ont permis aux entreprises de se familiariser avec les différentes variables du questionnaire et de réaliser un exercice de préparation des données avant l'arrivée des agents recenseurs pour la collecte de ces données.

Image 3: Formation d'agents recenseurs sur la région continentale

Après les travaux de distribution des notes, l'office du recensement a organisé un séminaire de formation pour tous les agents recenseurs et contrôleurs de la région insulaire, tenu au Centre Culturel Equato-guinéen de Malabo du 25 au 29 octobre 2021, où l'accent a été mis sur les concepts qui, selon les résultats du recensement pilote n'ont pas été bien assimilés par les agents recenseurs et les contrôleurs. Pour sa part, la formation sur la région continentale s'est déroulée au centre culturel équato-guinéen, du 12 au 24 novembre 2021, où les différents sujets ont été abordés en profondeur. Les 12 jours de formation sur la partie continentale du pays étaient dus au fait que c'était la première fois qu'ils recevaient cette formation, considérant que les équipes de la partie insulaire l'avaient déjà reçue lors du recensement pilote.

Alors que sur la région insulaire vingt-cinq (25) recenseurs et contrôleurs avaient été sélectionnés, sur la région continentale un total de quarante (40) techniciens qui seraient recenseurs et contrôleurs ont été sélectionnés⁶.

Après la formation des agents recenseurs et des contrôleurs, l'office du recensement a organisé le déplacement sur le terrain, en reprenant la structure organisationnelle utilisée lors de la phase d'Identification⁷, à l'exception près que le personnel de collecte de la région continentale a été réduit à quarante (40) parmi les agents recenseurs et superviseurs. Sous la supervision de la coordination nationale, le chef de l'office du recensement assurait la tâche de coordonnateur technique du recensement et était basé sur la région insulaire auprès des superviseurs. D'autre part, les travaux menés sur la région continentale étaient sous le contrôle d'un coordinateur, membre de l'office du

⁶Ces sélections ont été faites sur la base des évaluations préalables.

⁷Voir "encadré 3"

recensement qui a été transféré sur cette région à cet effet. Les provinces du Centre-sud, du Kie-Ntem et du Wele-Nzas avaient chacune un contrôleur qui servait également de superviseur. Le contrôleur de Wele Nzás gardait également la province de Djibloho sous son contrôle.

Le processus de présentation des données était le même que celui utilisé lors de la phase d'identification. Les questionnaires remplis et validés par les contrôleurs ont été envoyés via Internet par synchronisation des tablettes, après quoi les données ont été stockées dans la base de données sise sur les serveurs de l'INEGE. Les questionnaires envoyés ont été analysés depuis le SUSO par les superviseurs, qui ont validé ou infirmé les questionnaires envoyés selon les cas. Les questionnaires réfutés par le Superviseur retournaient par le même mécanisme sur les tablettes des agents correspondants, qui retournaient sur le terrain pour leur correction. Les questionnaires validés par le Superviseur devaient passer par un processus similaire auprès du siège.

La collecte des données sur la région insulaire a débuté le premier novembre 2021, à travers le lancement officiel à Malabo, présidé par le Directeur Général Adjoint de l'INEGE, accompagné de l'Inspecteur Général des Services de l'INEGE, des experts de la Banque mondiale, et du chef de l'office de recensement. Par ailleurs, le démarrage sur la région continentale a eu lieu le vingt-quatre (24) novembre 2021. Cette collecte de données a duré six (6) mois, soit deux (2) mois de plus que le temps initialement établi selon le chronogramme d'activités.

1.7. Traitement et analyse des données

À l'issue de la collecte des données, l'office du recensement a bénéficié d'une formation de la Banque mondiale (BM) à la gestion du programme d'analyse statistique SPSS, qui a débuté le 09 mai 2022 et a duré quinze (15) jours. Dans cette formation, les techniques de traitement, d'analyse de cohérence et d'imputation des données manquantes ont été abordées.

Après la formation suscitée et une fois la collecte des données terminée, la dépuración de la base de données I-RE de Guinée équatoriale a commencé au mois d'août 2022, visant à analyser la cohérence des données, à compléter les informations manquantes, à travers des consultations des sources primaires ou secondaires d'information et parfois, en recourant à des techniques d'imputation. Après ces premiers travaux, l'office du recensement a bénéficié de l'assistance technique de l'observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), qui s'est déroulée du 14 au 24 mars 2023, à travers laquelle ladite institution supranationale a tenu un séminaire de formation sur l'utilisation des SPSS, mettant l'accent sur les techniques efficaces de filtrage et d'analyse des données, ce qui a amélioré l'efficacité de cet office dans le filtrage et l'analyse des résultats.

L'analyse des données a débuté en mai 2023, où l'équipe de l'office du recensement a parfois dû passer des nuits blanches dans les installations de cette institution pour mener à bien ce travail, ce qui a permis la préparation des résultats préliminaires de ladite opération statistique, qui ont été

présentés lors de la réunion du Conseil National de Statistique tenue le 12 juin 2023 dans les locaux de la salle des réunions du Ministère des Finances et du Budget. Cette phase a culminé au cours de la première semaine de juillet 2023.

1.8. Difficultés rencontrées

L'exécution du I-RE en Guinée équatoriale a rencontré diverses difficultés, parmi lesquelles on peut citer :

- Le manque de collaboration de certaines entreprises;
- La plupart des entreprises classées comme formelles manquaient de comptabilité et de registres organisés, ce qui rendait difficile la collecte de données et allongeait le temps de collecte;
- Il y a eu des retards dans certains entretiens, car certains responsables d'entreprise étaient absents pour des raisons de voyage ;
- Le manque d'identification de certains centres (établissements sans panneaux d'identification) ;
- Mise à disposition tardive des fonds autorisés par l'ordonnateur national des paiements à partir de mai 2019, qui ont été mis à la disposition de l'INEGE jusqu'en septembre de la même année ;
- Paralysie des activités de terrain du recensement, sur la base du décret n° 42/2020 du 31 mars, portant déclaration de l'état d'alarme sanitaire et des mesures de précaution pour la prévention, le confinement et le contrôle de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) en République de Guinée équatoriale ;
- La fermeture des centres économiques de loisirs sur la base du décret n° 9/2021, daté du 08 février, portant adoption de nouvelles mesures complémentaires pour contenir l'épidémie du COVID-19 en République de Guinée équatoriale, sur la base des articles 3, 4 et 5 qui établissent la fermeture indéfinie des bars, des pubs, des casinos, des discothèques et d'autres lieux de loisirs;
- La réception tardive du matériel de recensement, ce qui a retardé le démarrage de certaines activités liées au recensement ;
- L'allongement des périodes programmées pour l'exécution des phases d'identification des unités économiques, du recensement pilote, et du registre du recensement, en raison du refus de certains chefs d'entreprise de collaborer avec l'INEGE ;
- Les difficultés de recrutement local des agents recenseurs dans les provinces du Kie Ntem, du Centre-Sud et du Wele Nzaz ;
- La fermeture de certains centres économiques tenus par du personnel étranger sans papiers, compte tenu du contrôle massif des étrangers entre novembre et décembre 2021;

- La fermeture des centres éducatifs conformément à l'arrêté ministériel n° 1/2021 daté du 14 février, portant fermeture des centres éducatifs à Malabo et à Bata pendant deux semaines pour contenir le COVID-19, une période qui a ensuite été prolongée;
- La paralysie des activités d'identification en raison des événements du 07 mars (7M) 2021.

2

Resultats

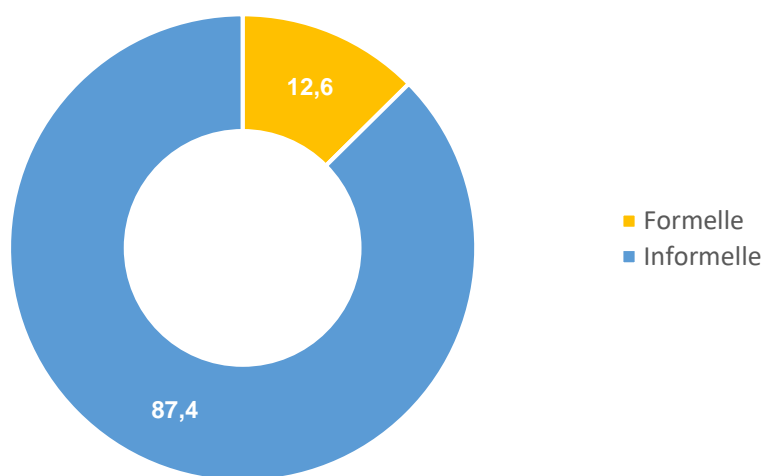
CHAPITRE 2 : CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES RECENSÉES

Dans ce chapitre, l'évolution de la création d'entreprise en Guinée équatoriale, sa répartition géographique, sa gestion comptable, sa forme juridique, sa taille, son âge, sa répartition par secteur, entre autres, est présentée de manière générale.

2.1. Entreprises enregistrées et formalités

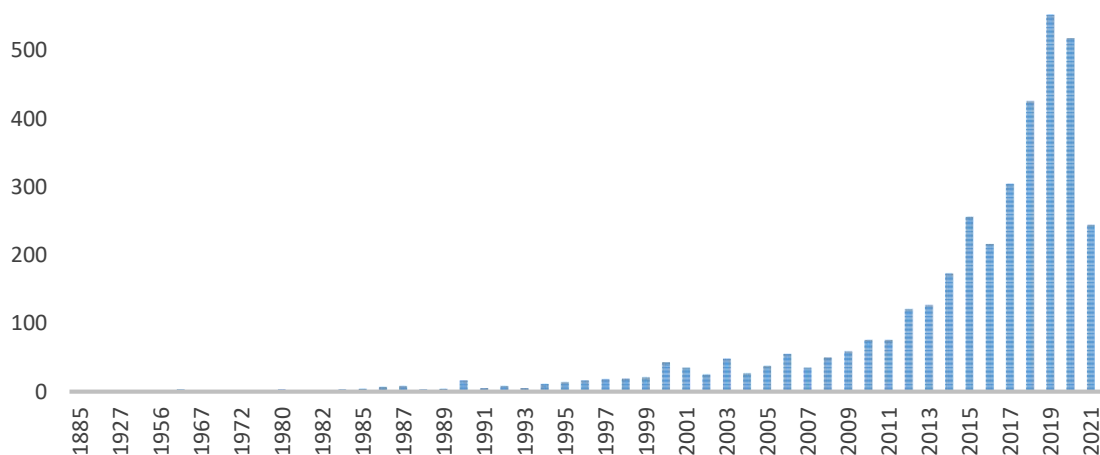
Lors de la phase cartographique, un total de 31.946 centres économiques ont été identifiés, parmi lesquels seulement 4.038 sont des entreprises du secteur formel, ce qui représente un taux de formalité de 12,6%.

Graphique 1: Répartition des entreprises selon leur statut



Les résultats sur l'activité économique des entreprises du secteur formel sont ci-dessous présentés.

Graphique 2: Évolution du registre des entreprises en Guinée équatoriale

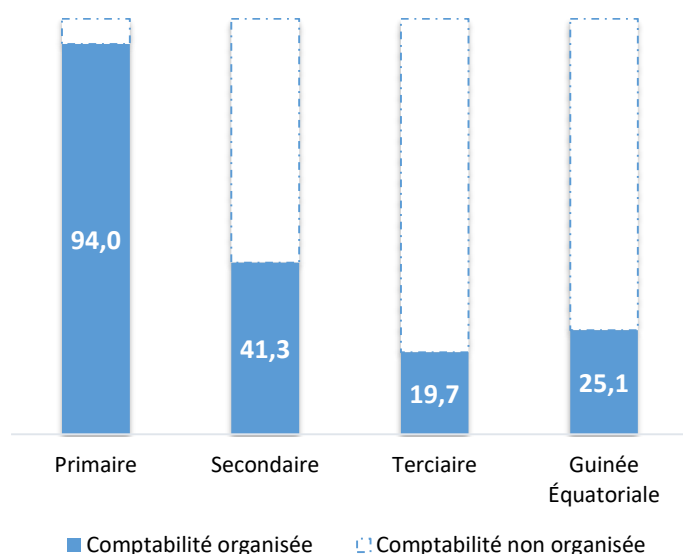


La création d'entreprises en Guinée équatoriale a augmenté progressivement au fil du temps, atteignant son maximum historique en 2019 (586), ce qui pourrait s'expliquer par la création du guichet unique des entreprises créé cette année-là.

Souvent, de nombreuses entreprises démarrent des activités avant qu'elles ne soient enregistrées. Dans le cas de la Guinée équatoriale, presque toutes les entreprises (99%) ont démarré leurs activités sur le territoire national après avoir finalisé leur inscription.

Plus de sept entreprises sur dix opérant dans le pays n'ont pas de comptabilité organisée.

Graphique 3: Répartition des entreprises selon leur gestion comptable par secteur



L'une des difficultés auxquelles les différentes équipes ont dû faire face est le manque de comptabilité organisée par la plupart des entreprises, ce qui a conduit à la perte d'efforts plus importants pour préparer les informations desdites entreprises en vue de la

On a constaté que seulement 25,1% des entreprises opérant dans le pays ont une comptabilité organisée. En analysant les données par secteur, on retient que les entreprises du secteur primaire⁸ organisent relativement mieux leur comptabilité par rapport aux entreprises des autres secteurs. En effet, plus de 90% des entreprises de ce secteur ont une comptabilité organisée. Par ailleurs, 20% seulement d'entreprises du secteur tertiaire ont une comptabilité organisée.

2.2. Distribution géographique des entreprises⁹

Une forte concentration d'entreprises a été observée dans la province de Bioko Nord, où sur les 4.038 entreprises enregistrées, plus de la moitié (52,9%) ont leur siège social dans cette province. Littoral arrive en deuxième position, avec un total de 949 entreprises, ce qui représente moins de 25% du total des entreprises opérant dans le pays, en troisième position se trouve la province de Wele Nzás

⁸ Le secteur primaire y est majoritairement constitué d'entreprises d'extraction d'hydrocarbures.

⁹ L'élément de comptage est le siège social.

avec 460 entreprises, soit 11,4% du total. Les autres entreprises ont leur siège à Annobon, Bioko Sur et Djibloho.

Tableau 1: Entreprises par province

Área geográfica	Frecuence	Pourcentage
Bioko Nord	2.135	52,9
Bioko Sud	18	0,4
Centro Sud	201	5,0
Djibloho	34	0,8
Kie Ntem	228	5,6
Litoral	949	23,5
Wele Nzas	460	11,4
Annobón	13	0,3
Guinée Équatoriale	4.038	100,0

La concentration des entreprises dans la province de Bioko Nord est principalement due au district de Malabo; en effet, elle cumule près de 52% du nombre total d'entreprises du pays. Les districts de Bata et de Mongomo concentrent respectivement 22,8% et 9,4% du total des entreprises. De leur côté, les districts d'Annobon, Nsork, Riaba, Oyala et Cogo n'atteignent même pas 10 entreprises chacun.

Tableau 2: Entreprises par district

Distrito	Frecuence	Pourcentage
Acurenam	28	0,7
Akonibe	16	0,4
Annobón	13	0,3
Añisok	58	1,4
Baney	53	1,3
Bata	920	22,8
Cogo	6	0,1
Djibloho	29	0,7
Ebebiyin	183	4,5
Evinayong	105	2,6
Luba	14	0,3
Malabo	2.082	51,6
Mbini	23	0,6
Micomiseng	30	0,7
Mongomo	382	9,5
Niefang	68	1,7
Nsok Nsomo	15	0,4
Nsork	4	0,1
Oyala	5	0,1
Riaba	4	0,1
Guinée Équatoriale	4.038	100,0

2.3 Forme juridique, ancienneté et volume des entreprises

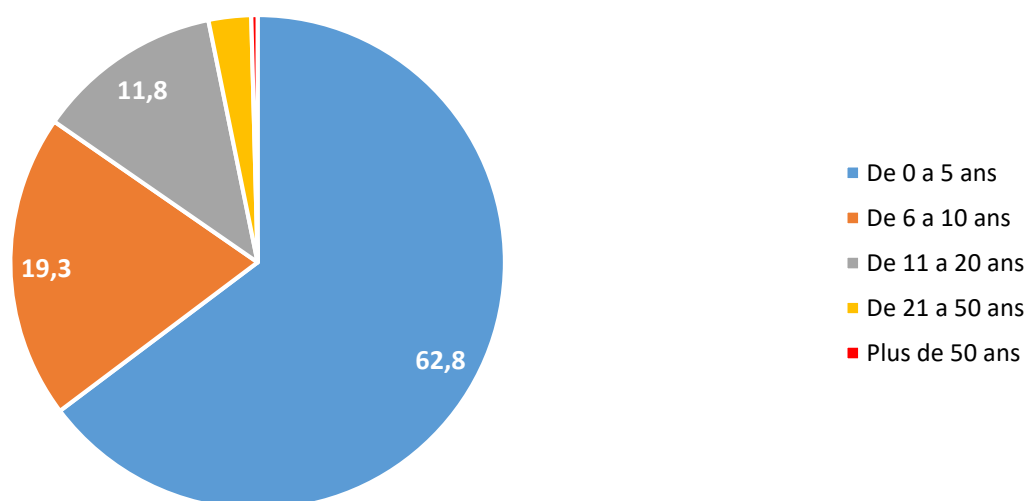
Un tissu entrepreneurial caractérisé par la prépondérance de l'entreprises individuelles.

Tableau 3: Répartition des entreprises selon leur forme juridique

Forme juridique	Frequence	Pourcentage
Entreprise individuelle	3.122	77,3
Société limitée (SL)	640	15,8
Société anonyme (SA)	250	6,2
Autres	26	0,6
Total	4.038	100,0

La Guinée Équatoriale se caractérise par un tissu entrepreneurial dans lequel l'entreprise individuelle prévaut; en effet, environ 77% des entreprises qui opèrent dans le pays sont à titre individuel. Les entreprises anonymes ne représentent que 6,2%.

Graphique 4: Répartition des entreprises selon leur ancienneté (%)



Sur les 4 038 entreprises enregistrées, 374 n'ont pas fourni d'informations sur leur année de démarrage d'activités en Guinée équatoriale. Parmi celles qui ont fourni des informations sur cette variable, 62,8% étaient actives dans le pays depuis moins de 6 ans, tandis que seulement 0,4% des entreprises étaient actives sur le territoire national depuis plus d'un demi-siècle.

Les entreprises peuvent être classées selon leur taille, ce qui permet une vision du tissu productif national dans cette perspective. Les critères retenus ici pour classer les entreprises en fonction de leur taille sont ceux préconisés par l'OHADA, compte tenu du fait que la Guinée Equatoriale est membre de cette organisation. Le détail de ces critères est présenté dans l'encadré ci-dessous :

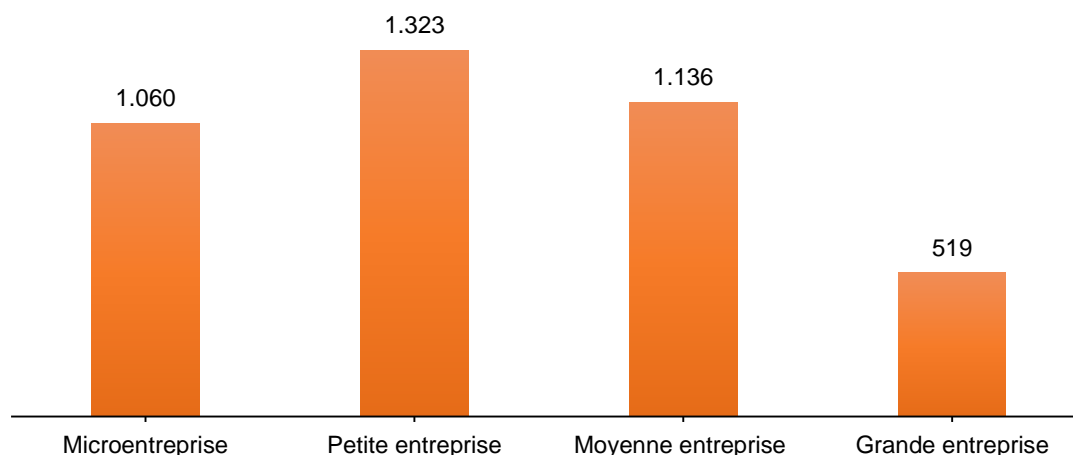
Encadré 3: Classification des entreprises par taille selon l'OHADA

L'OHADA, pour la classification des entreprises, utilise les critères quantitatifs entrés en vigueur le 05 mai 2014. Ces critères se présentent comme suit :

Critères quantitatifs

- Est considérée comme **micro entreprise** celle pourvue de moins de 10 salariés et d'un chiffre d'affaires égal ou inférieur à trente (30) millions de FCFA ;
- Une **petite entreprise** sera comprise comme celle qui a un effectif compris entre 30 et 50 salariés et qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 30 millions de FCFA et inférieur à 150 millions de FCFA ;
- Une **entreprise de taille moyenne** est retenue comme une entreprise dont le volume des effectifs est inférieur à 200 et qui réalise un chiffre d'affaires hors taxes supérieur à 150 millions de FCFA et inférieur à 1 000 millions de FCFA.
- Est considérée comme **grande entreprise** celle dont le chiffre d'affaires dépasse 1.000 millions de FCFA.

Il est précisé qu'en cas d'ambiguïté dans les critères, le critère du chiffre d'affaires sera retenu.

Graphique 5: Répartition des entreprises selon leur taille

En Guinée équatoriale, près de 7 entreprises sur 10 sont des petites et moyennes entreprises. Pour sa part, le nombre de micro entreprises opérant dans le pays est plus du double du nombre de grandes entreprises.

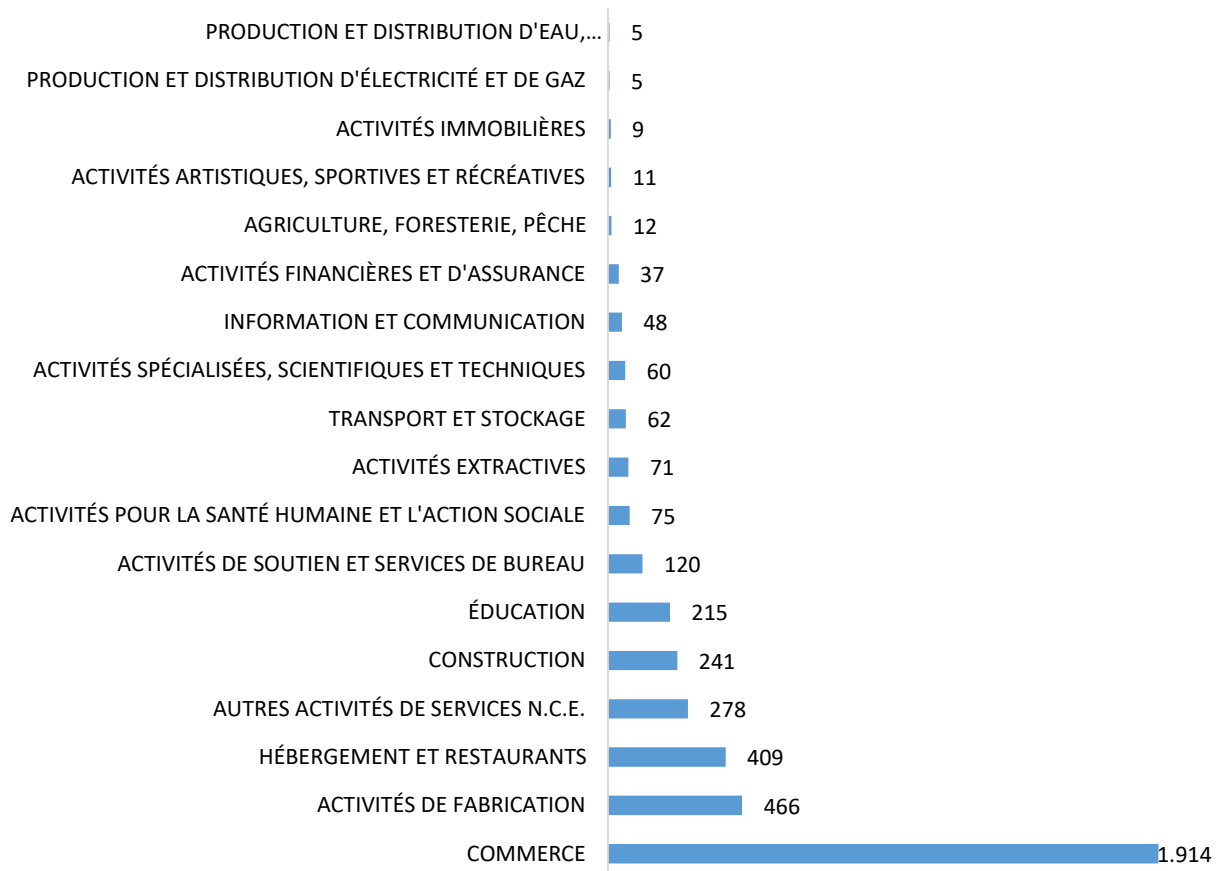
2.4 Répartition par secteur et branche d'activité**Tableau 4: Répartition des entreprises par secteur d'activité**

Secteur	Fréquence	Pourcentage
Primaire	83	2,1
Secondaire	717	17,8
Tertiaire	3.238	80,2
Total	4.038	100,0

Les entreprises qui opèrent sur le territoire national travaillent dans leurs trois (3) secteurs traditionnels. Cependant, environ 80% de ces entreprises sont dédiées aux activités

économiques du secteur tertiaire. Le secteur primaire ne concentre que 2% du nombre total de entreprises.

Graphique 6: Répartition des entreprises par branche d'activité



Selon le graphique précédent, la prépondérance des entreprises du secteur tertiaire observée précédemment (tableau 4) s'explique principalement par la concentration de ces entreprises dans l'activité de trading, où 1.914 y sont dédiées, ce qui représente 47,4% du total d'entreprises du pays et constitue plus de la moitié (59%) du total des entreprises du secteur tertiaire.

CHAPITRE 3. EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Ce chapitre présente les résultats du I-RE concernant le nombre d'employés, les caractéristiques des dirigeants ou des responsables des entreprises, la masse salariale et l'affiliation des travailleurs à la sécurité sociale, entre autres conditions de travail.

3.1 Caractéristiques des propriétaires d'entreprise

Tableau 5: Répartition des entrepreneurs par sexe

Type d'informateur	Sexe du propriétaire			Total
	Non déclaré	Homme	Femme	
Propriétaire	-	2.044	751	2.795
Informateur	375	659	209	1.243
Total	375	2.703	960	4.038

Parmi les informateurs ayant déclaré être propriétaires d'entreprise (2 795), 73,1% sont des hommes et 26,9% sont des femmes. Au vu de ces données, on peut dire que sur 100 propriétaires d'entreprise œuvrant dans le pays, près de 73 sont des hommes et 27 sont des femmes.

Tableau 6: Propriétaires d'entreprise par sexe et par secteur d'activité

Secteur d'activité	Sexe du propriétaire		Total
	Homme	Femme	
Primaire	20	5	25
Secondaire	457	54	511
Tertiaire	2.226	901	3.127
Total	2.703	960	3.663

Concernant les secteurs d'activité, on constate que dans le secteur primaire, 80% d'entreprises appartiennent à des hommes et 20% à des femmes. Dans le secteur secondaire, seulement 10,6% d'entreprises appartiennent à des femmes. Dans le tertiaire, 28,8% d'entreprises appartiennent à des femmes et 71,2% à des hommes.

Tableau 7: Propriétaires d'entreprise par âge

Âge	Nombre d'entrepreneurs	%
Moins de 30 ans	289	12,7
31 à 40 ans	966	42,6
41 à 50 ans	609	26,8
51 à 64 ans	355	15,6
plus de 64 ans	50	2,2
Total	2.269	100,0

En analysant les propriétaires par âge, on constate que 42,6% des propriétaires ont entre 31 et 40 ans, suivis par ceux dont l'âge est compris entre 41 et 50 ans (26,8%). Moins de 2,3 % des propriétaires d'entreprise sont âgés d'au moins l'âge de la retraite (65 ans).

Tableau 8: Classement des chefs d'entreprise par nationalité

Nationalité	Entrepreneurs	%
Équato-guinéens	1.415	44,1
CEMAC	373	11,6
Autres nationalités	1.418	44,2
Total	3.206	100,0

Dans le classement des propriétaires par nationalité, on constate que les équato-guinéens et les autres nationalités non issues de la CEMAC possèdent le plus grand nombre d'entreprises dans le pays, avec des proportions de 44,1% et 44,2% respectivement.

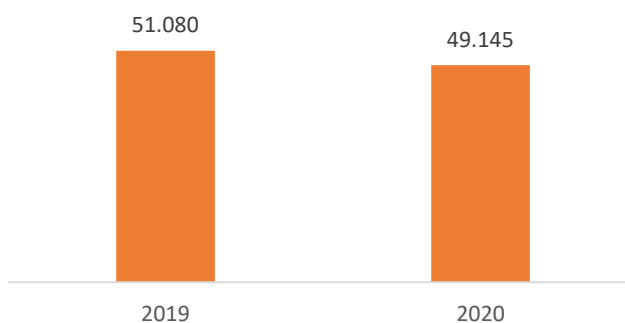
Tableau 9: Répartition des chefs d'entreprise par nationalité et par sexe

Sexo	Nationalité			Total
	Équato-guinéen	CEMAC	Autre	
Homme	798	256	1.299	2.062
Femme	617	117	119	807
Total	1.415	373	1.418	2.869

Bien que la grande majorité des propriétaires soient des hommes (71,9%), parmi les propriétaires nationaux, 43,7% sont des femmes et 56,4 % sont des hommes. Cependant, pour les autres nationalités, le sexe masculin est prédominant : 91,6% des propriétaires des autres nationalités sont des hommes et 68,6% des propriétaires d'origine du reste des pays de la CEMAC sont également des hommes.

3.2 Emploi

Graphique 7: Evolution du nombre d'employés



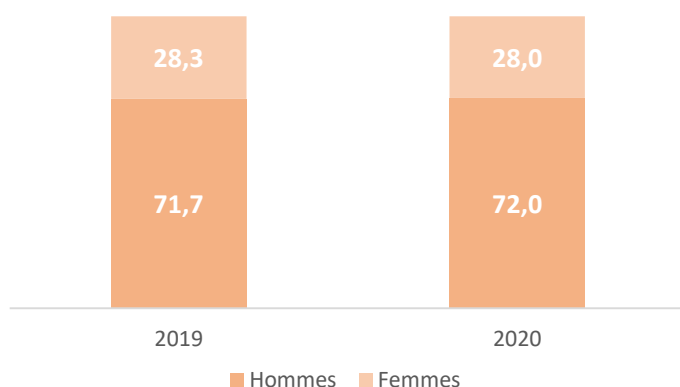
En 2019, les entreprises formelles ont enregistré un total de 51.080 salariés ; alors qu'en 2020, ce nombre était de 49.145; soit une baisse de 3,8%.

Tableau 10: Distribution des employés par région

Région	2019	%	2020	%	Var.(%)
Continentale	11.553	22,6	9.867	20,1	-14,6
Insulaire	39.527	77,4	39.278	79,9	-0,6
Total	51.080	100,0	49.145	100,0	-3,8

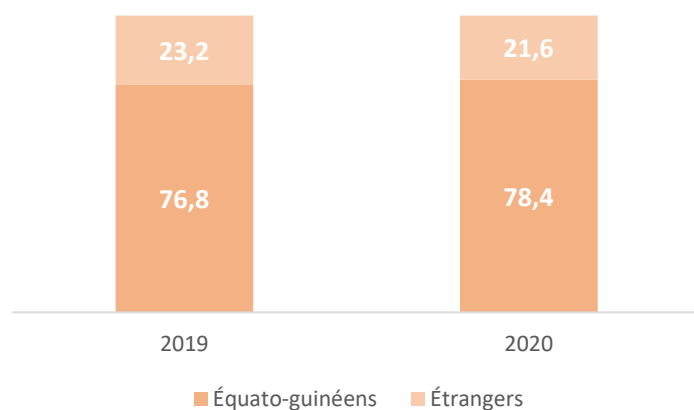
En 2019, les entreprises ayant leur siège sur la région insulaire comptaient dans leur effectif 77,4% des salariés du secteur national des entreprises, tandis que le reste était employé dans des entreprises basées sur la région continentale. En 2020, le nombre de salariés du secteur des entreprises a diminué de 3,8% à l'échelle nationale : baisse de 0,6% des effectifs des entreprises basées sur la région insulaire et de 14,6% sur la région continentale. Compte tenu de cette évolution, fin 2020, les effectifs des entreprises basées sur la région insulaire représentaient 79,9% du total des salariés.

Graphique 8: Distribution des employés par sexe (%)

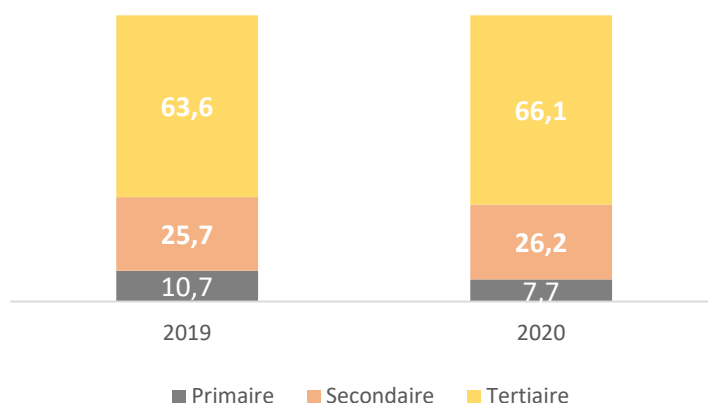


La liste des entreprises œuvrant dans le pays était constituée d'une main d'œuvre intégré respectivement par des hommes dans l'ordre de 71,7% en 2019 et 72% en 2020.

Graphique 9: Distribution des employés par nationalité (%)



En 2019, les salariés nationaux représentaient 76,8% des effectifs d'entreprises. Cette proportion a augmenté en 2020, à la hauteur de de 78,4%.

Graphique 10: Distribution des employés par secteur d'activité (%)

Par rapport au secteur d'activité, on estime qu'en 2019, le secteur primaire comptait 5.470 salariés, ce qui ne représentait que 10,7% du nombre total d'employés, le secteur secondaire comptait 13.116 salariés (25,7%) et le secteur tertiaire 32.494 (63,9%).

En 2020, ces secteurs avaient respectivement des proportions de 7,7%, 26,2% et 66,1%.

Tableau 11: Employés par branche d'activité

Branche d'activité	2019	%	2020	%	Var.(%)
Agriculture, sylviculture, pêche	897	1,8	568	1,2	-36,7
Activités extractives	4.573	9,0	3.230	6,6	-29,4
Activités manufacturière	3.412	6,7	3.481	7,1	2,0
Production et distribution d'électricité et gaz	3.047	6,0	3.024	6,2	-0,8
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement de déchets et décontamination	30	0,1	41	0,1	36,7
Construction	6.627	13,0	6.310	12,8	-4,8
Commerce	9.760	19,1	9.307	18,9	-4,6
Transport et stockage	1.598	3,1	1.720	3,5	7,6
Logement et restauration	1.853	3,6	1.925	3,9	3,9
Information et communication	1.837	3,6	1.946	4,0	5,9
Actividades financieras y de seguros	1.852	3,6	1.856	3,8	0,2
Activités mobilières	60	0,1	60	0,1	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	291	0,6	258	0,5	-11,3
Activités d'appui et services de bureau	9.246	18,1	9.378	19,1	1,4
Education	4.407	8,6	4.455	9,1	1,1
Activités pour la santé humaine et action sociale	948	1,9	909	1,8	-4,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	79	0,2	153	0,3	93,7
Autres activités de services n.c.e.	563	1,1	524	1,1	-6,9
Total	51.080	100,0	49.145	100,0	-3,8

Le commerce, les activités d'appui et les services de bureau et de construction ont été les branches qui comptaient le plus grand nombre d'employés au cours des deux périodes, où en 2019 ils ont enregistré des proportions de 19,1%, 18,1% et 13,0% respectivement. En 2020, ces proportions sont restées relativement constantes ; et de leur côté, alors que les entreprises qui exercent des activités dans le secteur « Agriculture, Forêt et Pêche » ont observé une réduction de leurs effectifs de 36,7%,

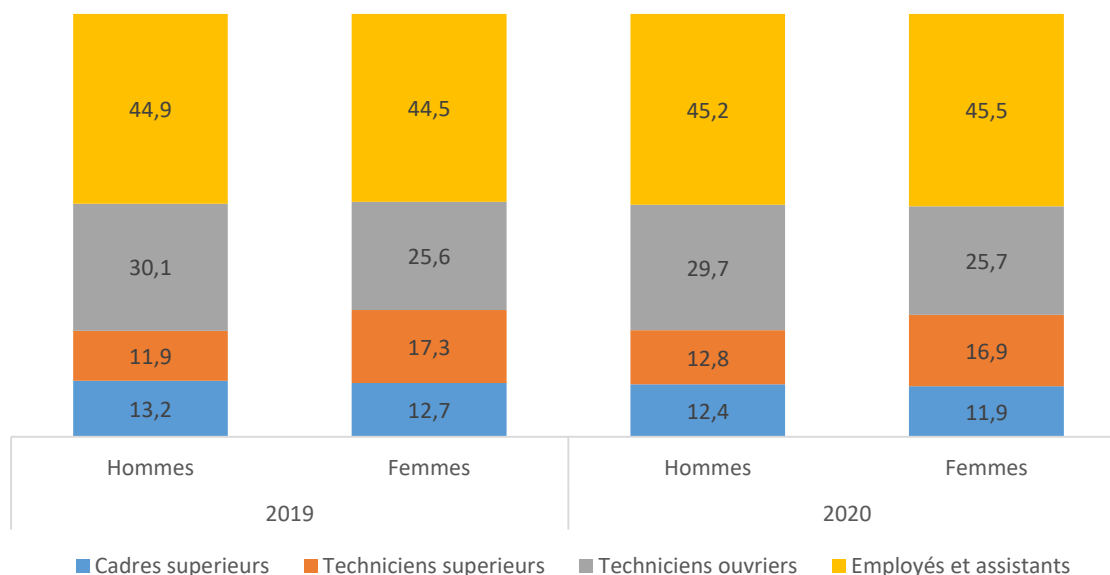
les entreprises qui exercent des «activités artistiques, sportives et récréatives» et les entreprises de «production et de distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et décontamination » ont augmenté leurs effectifs respectivement de 93,7% et 53,6%.

Tableau 12: Employés par nationalité et par catégorie professionnelle

Catégorie	2019		2020	
	Équato-guinéens	Étrangers	Équato-guinéens	Étrangers
Cuadros superiores	3.662	2.985	4.009	2.002
Técnicos superiores	5.330	1.513	4.975	1.866
Técnicos obreros	9.902	4.830	9.728	4.317
Empleados y ayudantes	20.337	2.521	19.827	2.421
Total	39.231	11.849	38.539	10.606

Tant en 2019 qu'en 2020, la catégorie des « employés et assistants » prédomine, avec un total de 22 858 salariés en 2019 et 22 248 en 2020, représentant respectivement 44,7 % et 45,3 % du total des salariés ; concernant les étrangers, les travailleurs techniques prédominent au cours des deux années (4.830 en 2019 et 4.317 en 2020), représentant environ 40% des salariés étrangers en 2019 et 2020. Soulignons également la croissance des salariés nationaux dans la catégorie des cadres supérieurs qui était de 9,5% en 2020. 2020, passant de 3.662 à 4.009.

Graphique 11: Distribution des employés par sexe et par catégorie professionnel (%)



On constate que la catégorie «employés et assistants» est la plus prédominante dans les effectifs des entreprises tant pour les hommes que pour les femmes au cours des deux années. En effet, en 2019 et 2020, la proportion de cette catégorie de salariés parmi les hommes était de l'ordre de 45 % ; une situation similaire a été observée parmi le personnel féminin. Les «employés et assistants» sont suivis

par les «ouvriers techniciens», dont la proportion est d'environ 30% chez les hommes et 25% chez les femmes dans les deux années.

Tableau 13: Salariés par sexe et nationalité

Sexo	2019		2020	
	Nationaux	Étrangers	Nationaux	Étrangers
Hommes	26.549	10.071	26.366	9.003
Femmes	12.682	1.778	12.173	1.603
Total	39.231	11.849	38.539	10.606

En 2019, les salariés nationaux de sexe masculin représentaient 67,7 % du total des salariés nationaux et les femmes, 32,3 % ; structure similaire observée en 2020. De même, les salariés étrangers, pour leur part, ont enregistré une structure constante au cours des deux années, où les hommes représentaient environ 85,0% et les femmes, environ 15%.

Tableau 14: Effectif moyen par secteur d'activité

Secteur	Sector	2019	2020
Primaire	Primario	62	50
Secondaire	Secundario	18	18
Tertiaire	Terciario	10	10

Le secteur primaire est celui qui compte le plus grand nombre de salariés en moyenne par entreprise au cours des deux années 2019-2020, avec 62 salariés en moyenne en 2019, et 50 en 2020 ; une baisse par rapport à la moyenne de 30,7% ; des comportements différents observés aussi bien dans le secteur secondaire que dans le secteur tertiaire, où le nombre moyen de salariés est resté relativement constant.

3.3 Masse salariale

La masse salariale d'une entité ou d'une entreprise fait référence au total des salaires versés à ses employés sur une période de temps donnée. Cette même définition peut être étendue à toutes les entreprises d'une économie, d'un secteur ou d'une branche d'activité.

Tableau 15: La masse salariale par sexe du salarié (en milliards de FCFA)

Sexe	Masse salariale				
	2019	%	2020	%	Var.(%)
Hommes	151,3	73,6	276,9	74,1	83,1
Femmes	54,2	26,4	96,9	25,9	78,7
Total	205,5	100,0	373,9	100,0	81,9

Les résultats de ce recensement montrent que 373,9 milliards FCFA ont été décaissés en 2020 par les entreprises pour des salaires versés à leurs salariés, 81,9% de plus qu'en 2019 (205,5 milliards de FCFA). Sur le total des salaires versés au cours des deux périodes, un peu plus de 73% sont allés aux travailleurs masculins et environ 27% aux travailleuses, ce qui pourrait s'expliquer par le grand nombre de travailleurs masculins dans la majeure partie du personnel des entreprises.

Tableau 16: Masse salariale par secteur d'activité (en milliards de FCFA)

Secteur	2019	%	2020	%	Var.(%)
Primaire	84,5	41,1	177,4	47,4	110,0
Secondaire	52,7	25,6	115,2	30,8	118,6
Tertiaire	68,4	33,3	81,3	21,8	19,0
Total	205,5	100,0	373,9	100,0	81,9

Le secteur primaire offre une masse salariale plus importante les deux années; en effet, la masse salariale de ce secteur a enregistré des proportions de 41,1% et 47,4% de la masse salariale globale du secteur des entreprises en 2019 et 2020, respectivement. Pour sa part, en 2020, sur le total des salaires versés, 30,8% ont été perçus par les travailleurs du secteur secondaire, soit une réduction de 5,2 points de pourcentage par rapport à la proportion observée en 2019.

Tableau 17: Répartition de la masse salariale par secteur d'activité (en milliards de FCFA)

Actividad	Masa Salarial				
	2019	%	2020	%	Var.(%)
Agriculture, sylviculture, pêche	2,4	1,2	1,5	0,4	-35,8
Activités extractives	82,1	39,9	175,9	47,0	114,2
Activités de fabrication	23,8	11,6	61,6	16,5	158,9
Production et distribution d'électricité et de gaz	15,4	7,5	12,8	3,4	-16,9
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement de déchets et décontamination	0,1	0,0	0,1	0,0	71,2
Construction	13,4	6,5	40,6	10,9	203,6
Commerce	15,7	7,6	15,7	4,2	0,3
Transport et stockage	6,7	3,3	14,6	3,9	116,4
Hébergement et restauration	4,5	2,2	4,7	1,3	2,9
Information et communication	8,0	3,9	7,1	1,9	-11,2
Activités financières et d'assurance	7,6	3,7	10,3	2,8	35,8
Activités immobilières	0,1	0,0	0,1	0,0	5,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,1	1,0	2,9	0,8	38,7
Activités de soutien et services de bureau	12,6	6,1	14,0	3,8	11,5
Éducation	7,6	3,7	6,7	1,8	-12,1
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2,6	1,3	4,4	1,2	68,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,1	0,1	0,2	0,1	90,6
Autres activités de services n.c.e .	0,7	0,3	0,6	0,2	-19,5
Total	205,5	100,0	373,9	100,0	81,9

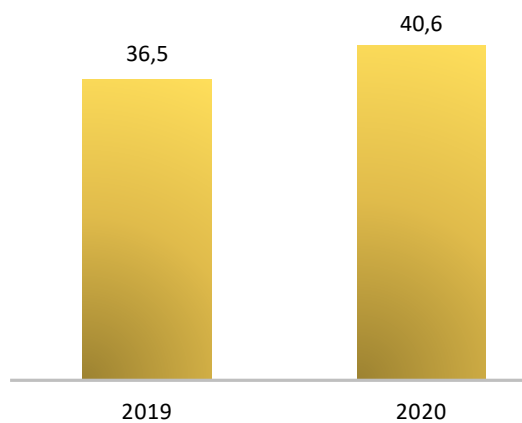
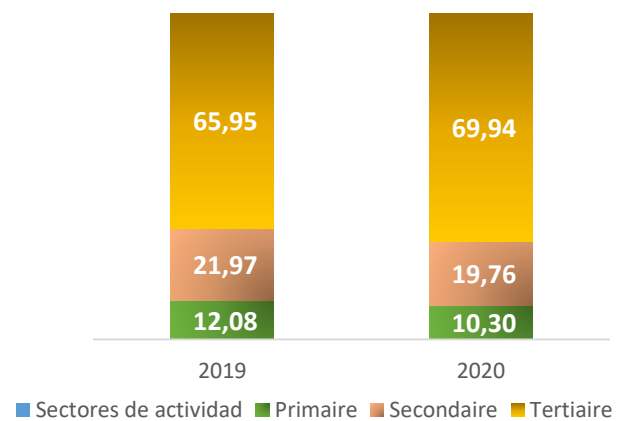
Les entreprises qui exercent des activités extractives, bien qu'elles ne représentent que 1,8% du nombre total d'entreprises, génèrent une masse salariale plus élevée que les autres entreprises; En effet, la masse salariale perçue par les salariés de ces entreprises représentait respectivement 39,9% et 47,0% en 2019 et 2020. En deuxième position se trouvent les entreprises qui exercent des activités manufacturières, dont la masse salariale représente respectivement 11,6% et 16,5% de la masse salariale totale du secteur des entreprises en 2019 et 2020.

Selon le statut juridique des entreprises, il est confirmé qu'en 2019, près de 60% de la masse salariale provenait de entreprises anonymes et 32% de entreprises à responsabilité limitée, alors qu'en 2020, cette situation s'est inversée de sorte que 53,0% de la masse salariale provient des entreprises à responsabilité limitée et 42,4% des entreprises anonymes.

Tableau 18: Masse salariale selon la forme juridique (en milliards FCFA)

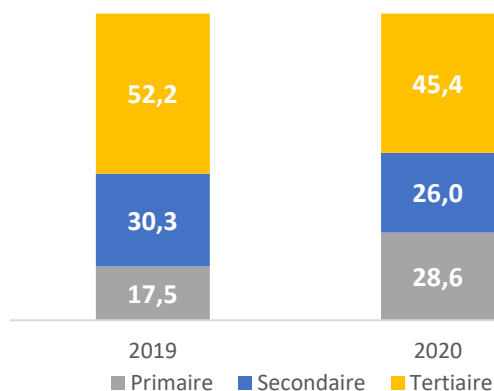
Forme juridique	Masse salariale				
	2019	%	2020	%	Var.(%)
Entreprise individuelle	15,9	7,7	15,9	4,3	0,3
Société limitée (SL)	65,7	32,0	198,2	53,0	201,6
Société anonyme (SA)	122,6	59,7	158,5	42,4	29,2
Autre	1,3	0,6	1,3	0,3	-0,1
Total	205,5	100,0	373,9	100,0	81,9

3.4. Cotisations sociales

Graphique 12: Employés déclarés à la sécurité sociale (%)**Graphique 13: Employés déclarés à la sécurité sociale par secteur d'activité (%)**

Sur les 51 080 salariés en entreprise en 2019, seuls 36,5 % étaient déclarés à l'INSESO ; alors qu'en 2020, sur les 49 145 salariés, 40,6 % étaient déclarés à l'institut de sécurité sociale (INSESO). En ce sens, le nombre de salariés assurés par l'INSESO a enregistré en 2020 une augmentation de 7,1%.

Parmi les secteurs d'activité économique, la plus forte proportion de salariés déclarés à l'INSESO est enregistrée dans le secteur tertiaire (65,9% en 2019 et 69,9% en 2020) suivi du secteur secondaire (21,9% en 2019 et 19,8% en 2020).

Graphique 14: Répartition des cotisations sociales par secteurs d'activité (%)

En 2019, les entreprises du secteur primaire ont réalisé plus de la moitié des contributions (52,15%), suivies par celles du secteur secondaire (30,3%); tandis qu'en 2020, ceux du secteur tertiaire représentaient 45,4% et ceux du secteur primaire 28,6%.

En 2019, les entreprises du secteur primaire ont réalisé plus de la moitié des contributions (52,15%), suivies par celles du secteur secondaire (30,3%); tandis qu'en 2020, ceux du secteur tertiaire représentaient 45,4% et ceux du secteur primaire 28,6%.

Le total des cotisations en 2020 a augmenté de 58,8%, passant de 20,1 milliards en 2019 à 31,9 milliards FCFA en 2020.

3.5. Formation du personnel, recherche et développement

Cette section présente des informations relatives à la formation du personnel par les entreprises, mettant en valeur leur panorama par rapport à la recherche. Il est rappelé que seules les entreprises ayant répondu aux variables analysées dans cette section pour chaque période sont présentées ici.

Tableau 19: Proportion d'entreprises ayant investi dans la formation du personnel par secteur

Secteur d'activité	2019			2020		
	Formation ¹⁰	Total	%	Formation	Total	%
Primaire	28	82	34,1	22	83	26,5
Secondaire	36	630	5,7	26	686	3,8
Tertiaire	83	2.600	3,2	126	3.047	4,1
Total	147	3.312	4,4	174	3.816	4,6

En 2019, seules 4,4 % des entreprises ont engagé des dépenses de formation du personnel, proportion relativement constante en 2020 (4,6 %). Le secteur primaire est celui qui a le plus formé son personnel au cours des deux périodes, avec des proportions de 34,1% et 26,5% en 2019 et 2020 respectivement.

¹⁰ C'est le nombre d'entreprises ayant investi dans la formation de leur personnel.

Tableau 20: Proportion d'entreprises ayant investi dans la recherche par secteur

Secteur d'activité	2019			2020		
	I+D	Total	%	I+D	Total	%
Primaire	14	82	17,1	2	83	2,4
Secondaire	11	630	1,7	8	686	1,2
Tertiaire	25	2.600	1,0	44	3.047	1,4
Total	50	3.312	1,5	54	3.816	1,4

Concernant les dépenses de recherche, on observe que seulement 1,5% des entreprises ont déclarées avoir engagé des dépenses de recherche en 2019, un chiffre qui a été réduit à 1,4% en 2020. Au niveau sectoriel, la proportion d'entreprises du secteur primaire ayant réalisé des dépenses de recherche est passée de 17,1% en 2019 à 2,4% en 2020. Ces proportions étaient respectivement de 1,7% et 1,2% en 2019 et 2020 pour le secteur secondaire ; tandis que, dans le secteur tertiaire, ces proportions étaient de 1,0% et 1,4%.

Tableau 21: Proportion d'entreprises ayant investi dans la formation du personnel par taille

Taille	2019			2020		
	Formation	Total	%	Formation	Total	%
Micro- entreprises	13	916	1,4	19	998	1,9
Petites entreprises	21	999	2,1	26	1.280	2,0
Moyennes entreprises	39	873	4,5	44	1.009	4,4
Grandes entreprises	74	524	14,1	85	529	16,1
Total	147	3.312	4,4	174	3.816	4,6

Les grandes entreprises sont celles qui ont relativement formé leur personnel au cours des deux années; en effet, sur les 147 entreprises qui ont formé leur personnel en 2019, 50,3% appartenait à ce groupe et cette proportion est tombée à 48,9% en 2020.

Tableau 22: Proportion d'entreprises ayant investi dans la recherche par taille

Taille	2019			2020		
	I+D	Total	%	I+D	Total	%
Micro- entreprises	6	916	0,7	8	998	0,8
Petites entreprises	6	999	0,6	9	1.280	0,7
Moyennes entreprises	11	873	1,3	14	1.009	1,4
Grandes entreprises	27	524	5,2	23	529	4,3
Total	50	3.312	1,5	54	3.816	1,4

Les grandes entreprises représentent plus de la moitié (54,0 %) des entreprises ayant déclaré des dépenses en recherche en 2019 ; cette proportion a légèrement diminué pour atteindre 42,6 % en 2020.

Tableau 23: Dépenses de formation du personnel par taille (en milliards de FCFA)

Type de dépense	2019	%	2020	%	Var.(%)
Recherche et développement	519,1	60,8	4,9	0,6	-99,1
Formation du personnel	334,9	39,2	822,8	99,4	145,7
Total	854,0	100,0	827,8	100,0	-3,1

Concernant les dépenses des deux concepts, une diminution conjointe de 3,1% est observée entre 2019 et 2020, passant de 854 milliards à 828 milliards de francs CFA, à cause de la forte régression des dépenses de recherche (99,1%), malgré la légère hausse des dépenses en formation (145,7%).

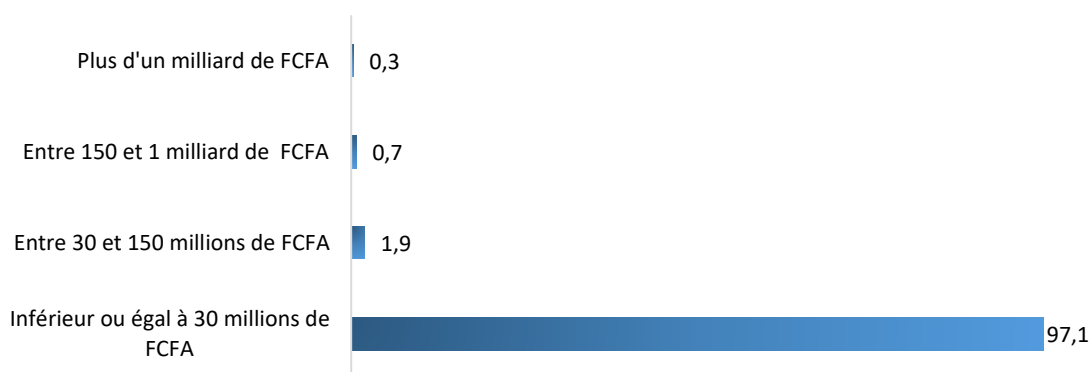
CHAPITRE 4 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ENTREPRISES

Ce chapitre analyse les indicateurs caractéristiques de la situation économique des entreprises, l'analyse du capital social, et le chiffre d'affaires des entreprises.

4.1 Analyse du capital social des entreprises

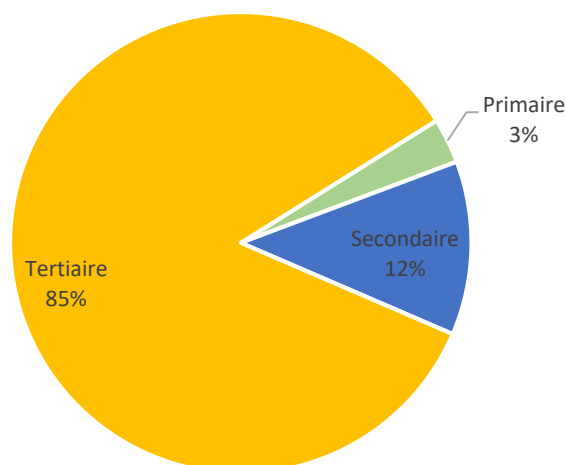
Le capital social d'une société est égal au montant total des apports en nature et en numéraire des associés ou actionnaires. C'est un indicateur qui permet de définir la taille d'une entreprise.

Graphique 15: Répartition des entreprises selon le capital social initial (%)



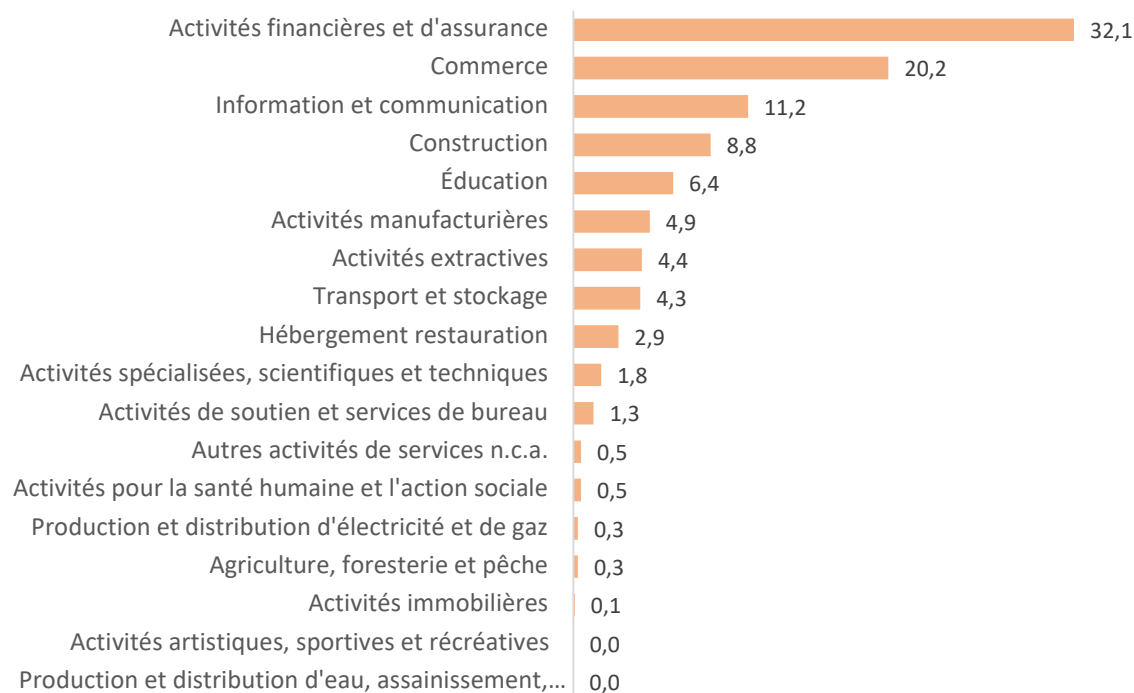
Sur la base de l'analyse du capital social, il semble qu'il ne soit pas nécessaire de disposer de ressources importantes pour démarrer une entreprise. En effet, sur les 4.038 entreprises enregistrées, 3.746 ont déclaré leur capital à la création; dont seulement 3% ont démarré avec un capital supérieur à 30 millions de FCFA, tandis que le reste des entreprises (97,1%) ont démarré avec un investissement inférieur ou égal à 30 millions de FCFA.

Graphique 16: Répartition du capital social initial par secteur d'activité (%)



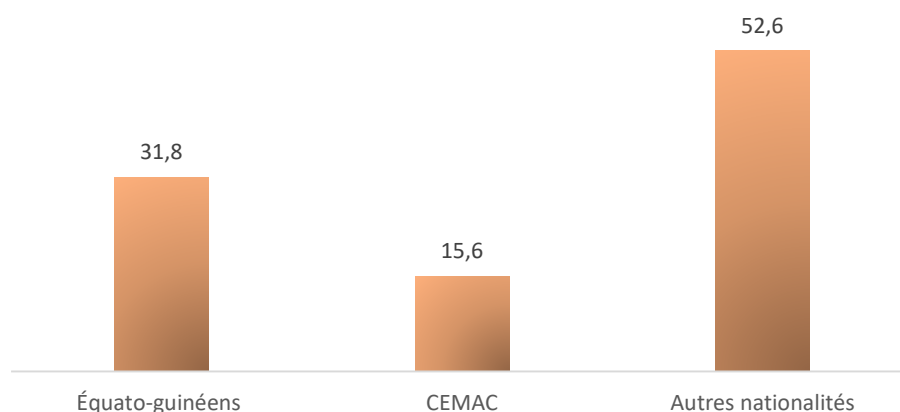
Le secteur tertiaire est le dépositaire de la plus grande contribution d'investissement initial des entreprises qui opèrent sur le territoire national; en effet, 85% du capital appartenait à ce secteur, tandis que le capital avec lequel le reste des secteurs a démarré représentait 15% du capital initial total.

Graphique 17: Répartition du capital social initial par branche d'activité (%)

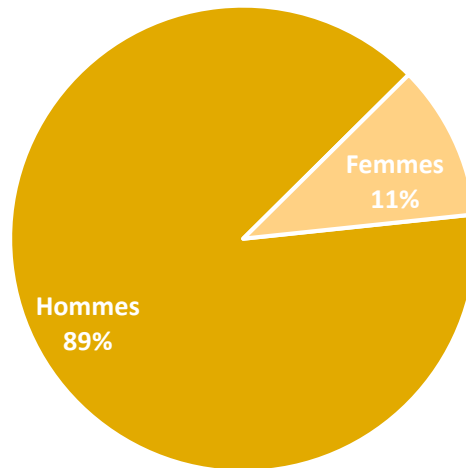


Les activités financières et d'assurance, le commerce et les services d'information et de communication ont représenté une part importante du capital initial, avec des pourcentages respectifs de 32,1%, 20,2% et 11,2%.

Graphique 18: Répartition du capital social initial selon la nationalité du propriétaire (%)



Plus de la moitié (52,6%) du capital initial des entreprises ayant fourni des données sur leurs propriétaires était détenu par des étrangers originaires de pays hors CEMAC, alors que les nationaux ne représentent que 31,8% du capital social des entreprises œuvrant dans le pays.

Graphique 19: Répartition du capital social initial selon le sexe de l'entrepreneur (%)

L'analyse du capital pour la création d'entreprises selon le genre montre que les hommes en détiennent 89% contre 11% pour les femmes.

4.2. Chiffre d'affaires

Les données recueillies du I-RE des entreprises en Guinée Équatoriale montrent que le chiffre d'affaires a subi une baisse de 23,1% entre 2019 et 2020, passant d'un montant de 7,1 milliards à 5,5 milliards de F CFA. Cette forte baisse du chiffre d'affaires est principalement liée à l'effet du covid 19 sur l'activité économique nationale en 2020.

4.2.1. Répartition géographique du chiffre d'affaires

Par zone géographique, une forte concentration du chiffre d'affaires est observée dans la région insulaire au cours des années 2019 et 2020, enregistrant respectivement des parts de 82,1% et 85,1% du chiffre d'affaires total.

Tableau 24: Chiffre d'affaires par zone géographique (en millions de F CFA)

Zone géographique	2019	%	2020	%	Var.(%)
Région insulaire	5.829.362,5	82,1	4.650.232,4	85,1	-20,2
Bioko Nord	5.827.203,1	82,1	4.649.083,7	85,1	-20,2
Bioko Sud	1.886,3	0,0	866,7	0,0	-54,1
Annobon	273,1	0,0	282,0	0,0	3,3
Région continentale	1.270.713,6	17,9	812.719,8	14,9	-36,0
Centre-Sud	33.820,3	0,5	21.789,9	0,4	-35,6
Djibloho	5.196,2	0,1	3.237,7	0,1	-37,7
Kie Ntem	101.647,2	1,4	43.652,0	0,8	-57,1
Littoral	1.050.205,8	14,8	706.097,9	12,9	-32,8
Wele-Nzas	79.844,1	1,1	37.942,2	0,7	-52,5
National	7.100.076,1	100,0	5.462.952,2	100,0	-23,1

La concentration de l'activité sur la région insulaire se fait principalement sur la province de Bioko Nord, où il y a une concentration moyenne du chiffre d'affaires d'environ 99,9% du chiffre d'affaires généré dans la région et 82,1% du chiffre d'affaires du pays; situation qui pourrait s'expliquer par le fait que la plupart des entreprises ont leur siège à Malabo. La province du Littoral est l'autre pôle d'entreprises qui génèrent un plus grand volume d'affaires avec 14,8% du chiffre global et 84,8% du chiffre de la région continentale.

Tableau 25: Evolution du chiffre d'affaires par district (en milliards de F CFA)

District	2019	%	2020	%	Var.(%)
Acurenam	4.566,1	0,1	1.726,3	0,0	-62,2
Akonibe	1.750,1	0,0	1.524,8	0,0	-12,9
Annobón	273,1	0,0	282,0	0,0	3,3
Añisok	13.836,2	0,2	9.022,4	0,2	-34,8
Baney	309.887,1	4,4	251.423,3	4,6	-18,9
Bata	1.043.876,3	14,7	701.694,9	12,8	-32,8
Cogo	4.191,6	0,1	3.554,2	0,1	-15,2
Ebibeyin	86.201,5	1,2	36.811,0	0,7	-57,3
Evinayong	20.674,7	0,3	14.000,9	0,3	-32,3
Luba	1.802,3	0,0	786,1	0,0	-56,4
Malabo	5.517.316,0	77,7	4.397.660,3	80,5	-20,3
Mbini	2.137,9	0,0	848,9	0,0	-60,3
Micomiseng	11.187,4	0,2	5.154,6	0,1	-53,9
Mongomo	64.074,2	0,9	27.065,2	0,5	-57,8
Niefang	8.579,5	0,1	6.062,7	0,1	-29,3
Nsok Nsomo	4.258,3	0,1	1.686,4	0,0	-60,4
Nsork	183,6	0,0	329,9	0,0	79,7
Oyala	5.196,2	0,1	3.237,7	0,1	-37,7
Riaba	84,0	0,0	80,6	0,0	-4,0
National	7.100.076,1	100,0	5.462.952,2	100,0	-23,1

Au niveau du district, parmi les principaux pôles d'attraction pour les entreprises génératrices d'une activité économique pertinente, on distingue le district de Malabo, dont le chiffre d'affaires représente environ 94,6% de celui de la région insulaire et 79,1% du chiffre d'affaires national et ; le district de Bata, qui constitue le deuxième pôle d'activité économique le plus important du pays, qui concentre 84,2% du chiffre d'affaires annuel de la région continentale et 13,8% au niveau national.

4.2.2. Le chiffre d'affaires selon la forme juridique et le régime de propriété

Le régime de propriété d'une entreprise fait référence à qui est le propriétaire ou les propriétaires de l'entreprise. Pour les besoins de cette opération statistique, la nomenclature utilisée répartit les propriétaires des entreprises comme suit : société privée nationale, société privée étrangère, société publique et société mixte.

La forme juridique d'une société est la modalité juridique qu'un professionnel ou une société choisit pour exercer une activité économique. Elle affecte les obligations fiscales et comptables, l'affiliation à la sécu et la responsabilité envers des tiers.

Tableau 26: Chiffre d'affaires selon la forme juridique (F CFA)

Forme juridique	2019	%	2020	%	Var.(%)
Entreprise individuelle	892.989,9	12,6	539.461,7	9,9	-39,6
Société limitée	3.055.803,9	43,0	2.299.493,7	42,1	-24,7
Société anonyme	3.088.470,0	43,5	2.576.562,2	47,2	-16,6
Autre	62.812,4	0,9	47.434,5	0,9	-24,5
Total	7.100.076,1	100,0	5.462.952,2	100,0	-23,1

Les données montrent que les entreprises constituées en société anonyme ont été les principaux générateurs de chiffre d'affaires en 2019 avec 43,5%, suivies des entreprises limitées avec 43,0%, des entreprises individuelles avec 12,6% et le reste a été généré par les autres formes juridiques. Par rapport à l'année 2020, la prépondérance des entreprises anonymes dans la génération de volume d'affaires augmente, atteignant 47,2% au détriment du volume généré par les entreprises limitées et les entreprises individuelles, qui ont baissé jusqu'à 42,1%.

4.2.3. Le chiffre d'affaires selon la taille et l'ancienneté des entreprises

Tableau 27: Chiffre d'affaires selon la taille des entreprises (en milliards de F CFA)

Taille de l'entreprise	2019	%	2020	%	Var. (%)
Micro entreprises	14.539,8	0,2	15.328,1	0,3	5,4
Petite entreprise	70.523,4	1,0	90.040,0	1,6	27,7
Moyennes entreprises	303.017,4	4,3	309.357,2	5,7	2,1
Grandes entreprises	6.711.995,5	94,5	5.048.226,9	92,4	-24,8
Total	7.100.076,1	100	5.462.952,2	100	-23,1

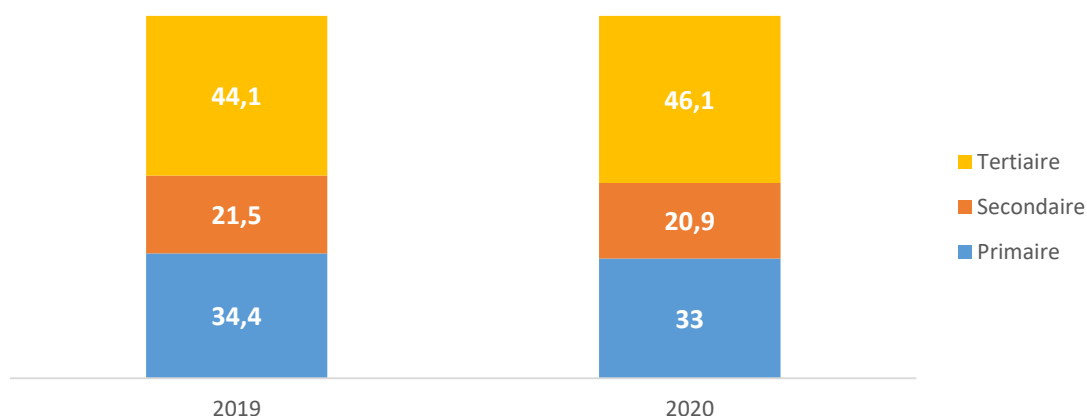
Les grandes entreprises, bien que peu nombreuses dans le tissu économique national (12,8%), ont réalisé la quasi-totalité du chiffre d'affaires global sur les deux années; où ils représentaient respectivement 94,5% et 92,4% en 2019 et 2020. Les PME, quant à elles, n'ont réalisé que 5,5% du chiffre d'affaires en 2019 et 7,7% en 2020.

En revanche, alors que le chiffre d'affaires des grandes entreprises a subi une baisse de 24,8% en 2020, les activités des petites entreprises se sont considérablement améliorées, enregistrant une augmentation de leur chiffre d'affaires de 27,7%.

4.2.4. Le chiffre d'affaires par secteur d'activité

L'analyse du chiffre d'affaires par secteurs économiques traditionnels montre qu'en moyenne, les entreprises du secteur tertiaire ont généré 45,1% du volume total, suivies des entreprises du secteur primaire avec 33,7% et enfin, des entreprises du secteur secondaire avec 21,2%.

Graphique 20: Composition du chiffre d'affaires par secteur (%)



En 2020, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur primaire a baissé de 26,2%, passant de 2,4 milliards à 1,8 milliard de FCFA. Ce comportement du chiffre d'affaires des entreprises du secteur s'explique par la forte baisse du chiffre d'affaires des entreprises dédiées aux activités d'Agriculture, Sylviculture, Pêche (-54,1%) et Activités Extractives (26,0%), à cause des mesures de confinement du covid sur l'activité forestière et la production de pétrole brut, principal produit du secteur.

Le secteur secondaire a, pour sa part, subi une contraction de 25,1% en 2020, une baisse qui s'explique par les effets du covid sur les activités manufacturières (-19,6%) et les activités de production et de distribution d'électricité et de gaz (-87,7%).

Le secteur tertiaire a connu une meilleure performance par rapport aux autres, avec une baisse de 19,6%, principalement motivée par la baisse de 34,7% des activités commerciales, bien qu'amortie par la forte hausse des services d'hébergement et de restauration (478,3%).

Les activités extractives et le commerce ont généré plus de la moitié du chiffre d'affaires global au cours de chaque période de référence. De leur côté, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont généré des chiffres d'affaires relativement nuls, avec des proportions inférieures à 0,5% du total.

Le secteur non pétrolier a généré plus de la moitié du chiffre d'affaires au cours des deux années, avec des proportions de 55,4% et 56,5% en 2019 et 2020, respectivement. De leur côté, tant les secteurs pétroliers que non pétroliers ont enregistré des baisses de leur chiffre d'affaires en 2020 avec des valeurs de 24,9% et 21,6%.

Tableau 28: Chiffre d'affaires par activité économique (en milliards de FCFA)

Activité	2019	%	2020	%	Var. (%)
Pétrolière	3.163.957,9	44,6	2.377.080,9	43,5	-24,9
Non pétrolier	3.936.118,3	55,4	3.085.871,2	56,5	-21,6
Secteur primaire	2.441.395,7	34,4	1.801.768,2	33,0	-26,2
Agriculture, sylviculture, pêche	20.793,3	0,3	9.539,8	0,2	-54,1
Activités extractives	2.420.602,3	34,1	1.792.228,4	32,8	-26,0
Secteur secondaire	1.524.558,3	21,5	1.141.195,6	20,9	-25,1
Activités de fabrication	806.283,8	11,4	647.923,8	11,9	-19,6
Production et distribution d'électricité et de gaz	252.624,4	3,6	31.174,4	0,6	-87,7
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et décontamination	894,4	0,0	3.114,5	0,1	248,2
Construction	464.755,8	6,5	458.983,0	8,4	-1,2
Secteur tertiaire	3.134.122,2	44,1	2.519.988,4	46,1	-19,6
Commerce	2.170.010,0	30,6	1.416.160,2	25,9	-34,7
Transport et stockage	89.519,3	1,3	72.199,6	1,3	-19,3
Hébergement et restauration	91.894,8	1,3	531.410,1	9,7	478,3
Information et communication	231.514,3	3,3	88.075,5	1,6	-62,0
Activités financières et d'assurance	317.906,3	4,5	249.088,6	4,6	-21,6
Activités immobilières	4.475,0	0,1	1.742,2	0,0	-61,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	21.232,8	0,3	17.456,1	0,3	-17,8
Activités de soutien et services de bureau	56.285,4	0,8	39.510,0	0,7	-29,8
Éducation	108.913,8	1,5	59.308,5	1,1	-45,5
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	20.718,0	0,3	18.370,6	0,3	-11,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	1.273,6	0,0	3.380,5	0,1	165,4
Autres activités de services n.c.e .	20.378,7	0,3	23.286,5	0,4	14,3
Total	7.100.076,1	100,0	5.462.952,2	100,0	-23,1

CHAPITRE 5 : COMPTE D'EXPLOITATION ET PERFORMANCES DES ENTREPRISES

Ce chapitre présente les dépenses et revenus réalisés par les entreprises au cours des années 2019 et 2020.

5.1. Revenus

Tableau 29: Produit d'exploitation (en millions de FCFA)

Structure des revenus	2019	%	2020	%	Var.(%)
Revenus d'exploitation	7.102.974,3	99,4	5.463.376,3	99,7	-23,1
Vente de biens	3.018.996,6	42,2	1.757.439,7	32,1	-41,8
Emplois ou services vendus	1.590.914,6	22,3	1.487.682,8	27,1	-6,5
Revenus locatifs	5.002,8	0,1	4.526,0	0,1	-9,5
Produits manufacturés	2.452.234,7	34,3	2.111.986,3	38,5	-13,9
Subvention de fonctionnement	2.898,2	0,0	424,1	0,0	-85,4
Autres produits d'exploitation	32.927,4	0,5	101.317,3	1,8	207,7
Produits financiers	44.611,9	0,6	17.129,5	0,3	-61,6
Intérêts et dividendes	11.537,5	0,2	6.245,9	0,1	-45,9
Produits financiers	33.074,5	0,5	10.883,6	0,2	-67,1
Autres revenus	60.815,7	0,9	617,3	0,0	-99,0
Total	7.147.586,2	100,0	5.480.505,8	100,0	-23,3

Le revenu total des entreprises a enregistré une baisse de 23,3% en 2020, passant de 7,1 billions de FCFA en 2019 à 5,5 billions de FCFA en 2020. Le résultat d'exploitation qui représentait la quasi-totalité des taux de revenus sur les deux périodes a baissé de 23,1%

5.2 Dépenses

Les dépenses totales de l'entreprise ont augmenté de 36% en 2020, passant de 1,3 billions de FCFA en 2019 à 2,0 billions de FCFA en 2020. Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 59,6%, là où elles représentaient 54,9% en 2019 et 64,5% des dépenses totales en 2020. Pour leur part, les charges de personnel ont augmenté de 117,6% en 2020. Les charges financières ont été réduites de plus de moitié (-55,4%), les charges bancaires expliquant l'essentiel de ces dépenses en 2020.

Tableau 30: Dépenses de fonctionnement (en millions de FCFA)

Structure des dépenses	2019	%	2020	%	Var.(%)
Dépenses d'exploitation	1.284.064,4	54,9	2.049.599,8	64,5	59,6
Frais de marchandises	378.414,6	16,2	512.443,8	16,1	35,4
Dépenses de personnel	569.150,5	24,4	1.238.623,4	39,0	117,6
Charges diverses	336.499,3	14,4	298.532,7	9,4	-11,3
Dépenses financières	310.548,1	13,3	138.647,1	4,4	-55,4
Frais bancaires	302.489,6	12,9	130.048,1	4,1	-57,0
Dividendes d'intérêts	8.058,6	0,3	8.599,0	0,3	6,7
Intérêt d'échange	742.639,9	31,8	991.576,6	31,2	33,5
Autres dépenses	742.639,9	31,8	991.576,6	31,2	33,5
Impôts	2.337.252,5	100,0	3.179.823,6	100,0	36,0
Total	2.337.252,4	100,0	3.179.823,5	100,0	36,0

5.3 Performance de l'entreprise

5.3.1. Évolution de la valeur ajoutée

Le I-RE révèle que le tissu économique national a enregistré une baisse de sa valeur ajoutée de 2,6%, passant de 4,8 milliards FCFA en 2019 à 4,7 milliards FCFA en 2020 ; ce qui pourrait s'expliquer par les effets du covid-19, à cause des restrictions gouvernementales qui ont touché les entreprises.

Tableau 31: La valeur ajoutée par zone géographique (en millions de F CFA)

Zone géographique	2019	%	2020	%	Var.(%)
Région Insulaire	5.356.118	82,4	4.098.105	86,4	-23,5
Bioko Nord	5.354.162	82,3	4.097.203	86,4	-23,5
Bioko Sud	1.686	0,0	653	0,0	-61,3
Annobon	270	0,0	249	0,0	-7,8
Région Continentale	1.145.824	17,6	643.417	13,6	-43,8
Littoral	932.574	14,3	543.236	11,5	-41,7
Centre Sud	32.500	0,5	20.944	0,4	-35,6
Wele Nzas	76.665	1,2	35.188	0,7	-54,1
Djibloho	3.261	0,1	1.261	0,0	-61,3
Kie Ntem	100.824	1,6	42.788	0,9	-57,6
Guinée équatoriale	6.501.942	100,0	4.741.522	100,0	-27,1

Les entreprises basées sur la région insulaire ont généré plus de 80% de la valeur ajoutée globale au cours des deux années et enregistré une baisse de l'ordre de 23,5 % en 2020. De leur côté, les entreprises basées sur la région continentale ont subi une baisse plus importante de cet indicateur cette même année, soit 43,8 %.

Bioko Nord a été la province qui a généré la valeur ajoutée la plus élevée en 2019 et 2020 avec des proportions de 82,3% et 86,4%, respectivement. Elle a été suivie par les provinces du Littoral (14,3% et 11,5%), Kie Ntem (1,6% et 0,9%) et Wele Nzas (1,2% et 0,7%), entre 2019 et 2020, respectivement.

Il convient de noter qu'en 2020, la valeur ajoutée des entreprises opérant dans le pays a diminué dans toutes les provinces, Annobon étant la province la moins touchée, avec une réduction de 7,8 %.

Tableau 32: Valeur ajoutée par secteur d'activité (en milliards de FCFA)

Secteur	2019	%	2020	%	Var.(%)
Primaire	2.377,5	36,6	1.719,5	36,3	-27,7
Secondaire	1.283,8	19,7	727,7	15,3	-43,3
Tertiaire	2.840,6	43,7	2.294,3	48,4	-19,2
Total	6.501,94	100,0	4.741,5	100,0	-27,1

Le secteur primaire ainsi que le secteur tertiaire ont concentré plus de 80% de la valeur ajoutée au cours des deux périodes. Par ailleurs, tous les secteurs ont subi une baisse de cet indicateur en 2020, même si le secteur secondaire a subi une baisse plus importante (-43,3%). En 2019, malgré leur faible nombre dans l'économie nationale, les grandes entreprises ont généré 94,8% de la valeur ajoutée totale de l'économie, atteignant 6,5 milliards de FCFA, tandis que la participation des moyennes et petites entreprises était respectivement de 0,9% et 4,3%. En revanche, malgré le fait que le tissu économique national soit constitué de nombreuses micro-entreprises, leur contribution à la valeur ajoutée a été relativement nulle.

En 2020, la proportion de la valeur ajoutée et sa variation par type d'entreprise a été reconfigurée, en raison de la pandémie du COVID-19, où les grandes entreprises ont représenté 92,5%, atteignant un chiffre d'affaires de 4,7 mille milliards de FCFA, tandis que les moyennes et petites entreprises ont contribué avec des taux de 6,1% et 1,7% respectivement. Les micro-entreprises ont connu une valeur ajoutée négative, entraînant un taux de variation de 2.806%, et la valeur ajoutée des grandes entreprises a baissé de 28,8% en 2020. Les autres types d'entreprises ont connu une augmentation de leur valeur ajoutée.

Tableau 33: Valeur ajoutée par secteur d'activité (en millions de F CFA)

Activité	2019	%	2020	%	Var. (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	15.224,1	0,2	5.631,7	0,1	-63,0
Activités extractives	2.362.323,7	36,3	1.713.839,4	36,1	-27,5
Activités de fabrication	725.244,1	11,2	536.096,2	11,3	-26,1
Production et distribution d'électricité et de gaz	252.624,4	3,6	31.174,4	0,6	-87,7
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et décontamination	15.224,1	0,2	5.631,7	0,1	-63,0
Construction	2.362.323,7	36,3	1.713.839,4	36,1	-27,5
Commerce	1.972.033,2	30,3	1.289.087,7	27,2	-34,6
Transport et stockage	54.875,9	0,8	36.920,2	0,8	-32,7
Hébergement et restauration	86.511,4	1,3	526.597,1	11,1	508,7
Information et communication	210.437,3	3,2	61.298,6	1,3	-70,9
Activités financières et d'assurance	301.154,5	4,6	228.598,9	4,8	-24,1
Activités immobilières	4.320,8	0,1	1.648,7	0,0	-61,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19.136,7	0,3	14.802,1	0,3	-22,7
Activités de soutien et services de bureau	45.384,2	0,7	35.114,6	0,7	-22,6
Formation	106.790,7	1,6	58.328,0	1,2	-45,4
Activités pour la santé humaine et action sociale	19.176,7	0,3	16.249,7	0,3	-15,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	1.160,3	0,0	3.171,4	0,1	173,3
Autres activités de services n.c.e .	19.600,5	0,3	22.501,0	0,5	14,8
Total	6.501.942,2	100,0	4.741.521,8	100,0	-27,1

Tableau 34: Valeur ajoutée selon la taille de l'entreprise (en millions de FCFA)

Type de société	2019	%	2020	%	Var.(%)
Micro entreprise	518,2	0,0	-14.022,1	-0,3	-2.806,0
Petites entreprises	59.901,9	0,9	79.767,3	1,7	33,2
Moyennes entreprises	278.353,9	4,3	289.247,0	6,1	3,9
Grandes entreprises	6.163.168,2	94,8	4.386.529,6	92,5	-28,8
Total	6.501.942,2	100,0	4.741.521,8	100,0	-27,1

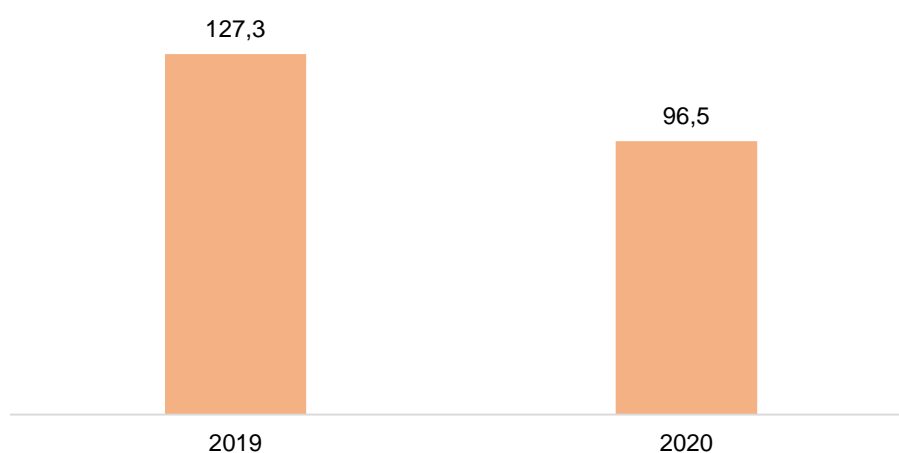
Tableau 35: Valeur ajoutée par régime de propriété (en millions de FCFA)

Régime de propriété	2019	%	2020	%	Var.(%)
Société publique	1.269.529,4	19,5	715.635,0	15,1	-43,6
Société à capital privé national	1.827.997,2	28,1	1.596.719,2	33,7	-12,7
Société à capital privé étranger	2.178.577,3	33,5	1.445.583,9	30,5	-33,6
Société à capital mixte	1.225.838,4	18,9	983.583,7	20,7	-19,8
Total	6.501.942,2	100,0	4.741.521,8	100,0	-27,1

En 2019, la valeur ajoutée générée par les entreprises à capital privé national a atteint 1,8 billion de FCFA, soit 28,1% de la valeur ajoutée globale. Les entreprises à capitaux privés étrangers sont celles dont la valeur ajoutée est la plus élevée, atteignant 2,2 billions de FCFA cette même année, soit 33,5% de la valeur globale. Les entreprises publiques étaient responsables de moins de 20 % de la valeur ajoutée globale.

Toutes les entreprises selon le régime de propriété ont vu leur valeur ajoutée diminuer en 2020, où les entreprises publiques et les entreprises à capitaux privés étrangers ont été les plus touchées, avec des taux de -43,6% et -33,6% respectivement.

Graphique 21: Productivité apparente du travail en millions de FCFA



En 2020, une détérioration de la productivité affichée du travail a été enregistrée de 24,2%, passant de 127,3 millions de FCFA par salarié en 2019 à 96,5 millions de FCFA par salarié en 2020.

Tableau 36: Productivité apparente du travail par secteur (en millions de F CFA)

Secteur	2019	2020	Var.(%)
Primaire	434,7	452,7	4,2
Secondaire	97,9	56,6	-42,2
Tertiaire	87,4	70,6	-19,2
Total	127,3	96,5	-24,2

Un regard sur la productivité apparente du travail par secteur d'activité permet d'apprécier leur performance. En ce sens, on constate que le secteur primaire a présenté une meilleure productivité que les autres secteurs au cours des deux années, expliquée principalement par la performance des entreprises d'extraction d'hydrocarbures. Tous les secteurs ont connu une dégradation de leur productivité en 2020, à l'exception du secteur primaire, le secteur secondaire étant le plus touché, avec un taux de -42%.

Tableau 37: Productivité du travail par branche d'activité (en milliers de FCFA)

Branche d'activité	2019	2020	Var. (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	16.972,2	9.914,9	-41,6
Activités extractives	516.580,7	530.600,4	2,7
Activités de fabrication	212.556,9	154.006,4	-27,5
Production et distribution d'électricité et de gaz	80.231,6	8.726,3	-89,1
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et décontamination	22.551,7	56.253,9	149,4
Construction	47.295,3	25.822,8	-45,4
Commerce	202.052,6	138.507,3	-31,4
Transport et stockage	34.340,4	21.465,2	-37,5
Hébergement et restauration	46.687,2	273.556,9	485,9
Information et communication	114.554,9	31.499,8	-72,5
Activités financières et d'assurance	162.610,4	123.167,5	-24,3
Activités immobilières	72.012,6	27.478,1	-61,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	65.761,8	57.372,4	-12,8
Activités de soutien et services de bureau	4.908,5	3.744,4	-23,7
Formation	24.232,1	13.092,7	-46,0
Activités pour la santé humaine et action sociale	20.228,6	17.876,4	-11,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	14.687,1	20.727,8	41,1
Autres activités de services n.c.e .	34.814,3	42.940,9	23,3
Total	127.289,4	96.480,2	-24,2

Les branches les plus productives en 2019 ont été les Activités Extractives, les Activités Manufacturières, les Activités Manufacturières et le Commerce qui ont enregistré des productivités de 516,6, 212,6 et 202 millions de FCFA. De leur côté, les activités d'information et de communication, ainsi que les activités financières et d'assurance, ont observé une productivité relativement meilleure, en retrait par rapport à celles précédemment soulignées. La productivité s'est dégradée dans presque toutes les branches d'activités en 2020, à l'exception de quelques-unes telles que l'hébergement et la restauration.

5.3.2. Excédent brut d'exploitation

Tableau 38: Excédent brut d'exploitation par secteur d'activité (en millions de FCFA)

Secteur	2019	%	2020	%	Var.(%)
Primaire	2.162.981,3	36,7	1.221.600,8	35,2	-43,5
Secondaire	1.131.460,2	19,2	526.251,5	15,2	-53,5
Tertiaire	2.595.667,3	44,1	1.724.434,1	49,7	-33,6
Total	5.890.108,7	100,0	3.472.286,4	100,0	-41,0

En 2020, on constate que l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) a baissé de 41% par rapport à l'année précédente. Tous les secteurs traditionnels ont enregistré des baisses de leur EBE cette année, tandis

que les secteurs tertiaire et primaire ont mieux contribué à l'EBE global, avec des proportions de 44,1% et 36,7% en 2019 et 49,7% et 35,2% en 2020, respectivement.

Tableau 39: EBE par taille d'entreprise (en millions de FCFA)

Taille	2019	%	2020	%	Var.(%)
Micro entreprises	-17.661,4	-0,3	-33.380,4	-1,0	89,0
Petites entreprises	44.785,4	0,8	-4.159,8	-0,1	-109,3
Moyennes entreprises	248.922,9	4,2	-218.136,5	-6,3	-187,6
Grandes entreprises	5.614.061,7	95,3	3.727.963,1	107,4	-33,6
Total	5.890.108,7	100,0	3.472.286,4	100,0	-41,0

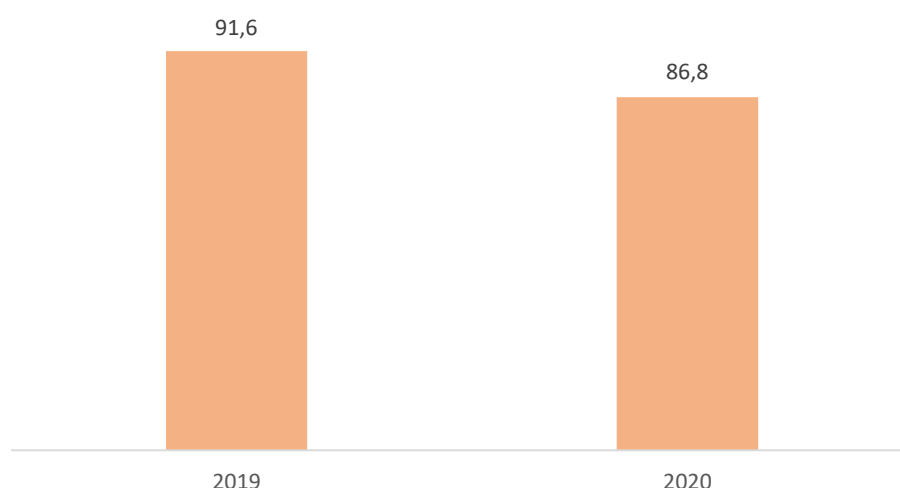
L'EBE des grandes entreprises représentait 95,3% en 2019 et était le seul positif en 2020. Alors que les entreprises de taille moyenne avaient un poids de 4,2% en 2019, les petites entreprises ont enregistré une contribution inférieure à 1%. En 2020, les entreprises de taille moyenne ont enregistré une diminution de leur EBE de 187,6%, tandis que l'EBE des grandes entreprises a diminué de 33,6%.

Ci-dessous, la contribution de chaque branche d'activité dans l'EBE totale est présentée et l'évolution de cet indicateur entre 2019 et 2020 est analysée par branche d'activité de l'économie nationale.

Par branche d'activité, il se confirme que les activités extractives, commerciales et manufacturières représentent à elles seules plus de 80% de l'EBE globale tant en 2019 qu'en 2020.

Tableau 40: Excédent brut d'exploitation par branche d'activité (en millions de F CFA)

Activité	2019	%	2020	%	Var. (%)
Agriculture, sylviculture, pêche	12.137,0	0,2	3.564,2	0,1	-70,6
Activités extractives	2.150.844,2	36,5	1.218.036,6	35,1	-43,4
Activités de fabrication	607.474,6	10,3	442.305,0	12,7	-27,2
Production et distribution d'électricité et de gaz	227.421,7	3,9	-34.682,4	-1,0	-115,3
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et décontamination	583,6	0,0	1.576,0	0,0	170,1
Construction	295.980,3	5,0	117.052,9	3,4	-60,5
Commerce	1.948.950,6	33,1	1.267.838,8	36,5	-34,9
Transport et stockage	38.345,1	0,7	16.794,3	0,5	-56,2
Hébergement et restauration	79.626,4	1,4	520.762,9	15,0	554,0
Information et communication	198.561,4	3,4	50.844,1	1,5	-74,4
Activités financières et d'assurance	161.532,6	2,7	159.826,8	4,6	-1,1
Activités immobilières	4.219,5	0,1	1.376,2	0,0	-67,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14.255,8	0,2	4.202,4	0,1	-70,5
Activités de soutien et services de bureau	28.822,7	0,5	-374.815,8	-10,8	1400,4
Formation	91.002,1	1,5	45.533,0	1,3	-50,0
Activités pour la santé humaine et action sociale	10.726,2	0,2	7.394,9	0,2	-31,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	1.025,8	0,0	2.874,6	0,1	180,2
Autres activités de services n.c.e .	18.599,2	0,3	21.801,9	0,6	17,2
Total	5.890.108,7	100,0	3.472.286,4	100,0	-41,0

Graphique 22: Evolution du taux à la valeur ajoutée (%)

Le taux à la valeur ajoutée de l'activité économique de la Guinée équatoriale en 2019 était de 91,6%, alors qu'en 2020 il était de 86,8%; 4,8 points de pourcentage en dessous de celui observé l'année précédent.

ANEXOS

Image 4: Formation des agents de recensement dans la Région Insulaire



Encadré 4: Composition de la Commission Nationale du I-RE de la Guinée Équatoriale

1. Présidence:

- Président: Excellence Monsieur Cesar-Augusto MBA ABOGO: Ministre des Finances, de l'Économie et du Plan ;;
- Premier Vice-président: Excellence Monsieur Pastor Micha ONDO BILE: Ministre du Commerce, de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises;
- Deuxième Vice-présidente: Excellence madame Constantina Bindang NDONG OKIRI: Secrétaire d'Etat chargée de la Planification et du Suivi du Plan National de Développement.

2. Miembros:

- Excellence Monsieur Diosdado NSUE MILANG: Ministre d'État chargé de la Santé et de la Protection Sociale;
- Excellence Monsieur Miguel EKUA ONDO: Ministre de l'Industrie et de l'Énergie;
- Excellence Monsieur Gabriel Mbega OBIANG LIMA: Ministre des Mines et des Hydrocarbures;
- Excellence Monsieur Virgilio SERICHE RILOHA: Ministre de l'Information, de la Presse et de la Radio;
- Excellence Monsieur Alfredo Mitogo MITOGO ADA: Ministre du Travail, de la Promotion de l'Emploi et de la Sécurité Sociale;
- Excellence Monsieur Rufino OVONO ONDO: Ministre des Transports, des Postes et des Télécommunications;
- Excellence Monsieur Rufino Ndong ESONO NCHAMA: Ministre de la Culture, du Tourisme et de la Promotion de l'Artisanat;
- Excellence Monsieur Ángel NOKONOKO MOCOSO: Président de la Chambre de Commerce Officielle de Bioko;
- Excellence Monsieur Severino ONDO NGUEMA: Président de la Chambre de Commerce Officielle de Rio Muni.

Oficina del Primer Censo de Empresas de Guinea Ecuatorial 2020

Illustre Monsieur Ricardo Nsue NDEMESOGO OBONO	Coordinateur National;
Illustre Monsieur Fidel SEPA MEBULO	Coordinateur Adjoint;
Illustre Madame Justina NCHUCHUMA AKAPO	Secrétaire Exécutif;
Monsieur Raimundo EDU ADA	Chef du bureau de recensement;
Monsieur Agustín NDONG NSENG	Programmeur informatique;
Monsieur Salvador Nzamio ENZEMA MBANG	Gestionnaire de la base de données;
Monsieur Santiago ASUMU NTUTUMU	Superviseur;
Monsieur Pascual Afugu ESONO MBENGONO	Superviseur;
Monsieur Manuel BAKALE NAMANA	Superviseur;
Madame Frida Clemencia ADA OYONO	Superviseur;
Monsieur Consolador Jeremías Esono ESONO AVORO	Superviseur;
Monsieur Santos NDONG ASEMBE	Superviseur;
Monsieur Elieser TOCOLO MATÍAS	Superviseur;
Monsieur Joaquín Angel MANGA	Responsable de la logistique;
Monsieur José Ayong NDONG AYANG	Conseiller Juridique;
Monsieur Ismael Fernando MANGA NDONG	Superviseur;
Oscar Eló NGUEMA ANDEME	Infomaticien
Monsieur Jorge Javier MBA NZANG	Superviseur;
Monsieur Gaspar Edu MBO ASANGONO	Superviseur;
Monsieur Rubén Nzeng BIKO BILOGO	Analiste Economique;
Monsieur Rosendo Mañé ABESO EKONVORO	Analiste Statisticien;
Madame Esperanza BIELO BIELO	Secrétaire
Madame Inés ONA MABA	Secrétaire;
Monsieur Mariano NSUE ONDO	Logistique;
Monsieur Antonio ELO OWONO	Economiste;
Monsieur Ramón BEE ENGONGA	Responsable de la cartographie;
Madame Francisca MANGUE MICO OYANA	Secrétaire;
Monsieur Juan Carlos BECOBA RASO	Comptable;
Madame Matutina Felicia ADJABA	Assistante Comptable;

Madame María del Pilar Mangué NDONG NCHAMA	Représentante de la BEAC;
Madame Elvira Nzang NTUTUMU NZANG	Représentante de la Chambre de Commerce Officielle de Bioko;
Monsieur Juan SEPA MEBULO	Représentant de l'INSESO;
Monsieur Filiberto NGUEMA EYANG	Représentant du Ministère des Finances, de l'Économie et du Plan;
Pedro Milam ESONO ASUE	Représentant du Commerce, de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises;
Monsieur Justino Nsue BEE OBONO	Représentant du Ministère du Travail, de la Promotion de l'Emploi et de la Sécurité Sociale.



INEGE

Instituto Nacional de Estadística de Guinea Ecuatorial

Edificio Abayak, 4ª planta, Malabo II, Telf: +240 222 196724

www.inege.gq